

# solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles • (02)513 66 26

N° 46 (1160) - 27 novembre 1996, 26<sup>ème</sup> année. 40 fr. • Dépôt Bruxelles X

4

## Vers une Marche rouge



### INDEX

- Interview de l'avocat Michel Graindorge**  
Des gendarmes parmi les Tueurs du Brabant  
..... P 2-3
- Chasse aux sorcières contre le PTB**  
Maccarthysme vrai et présumé  
..... P 4
- Donnez votre avis !**  
Sondage d'opinion de Solidaire  
..... P 7
- La chasse est ouverte**  
Un déluge de scandales sans fin  
..... P 10 - 11
- A nouveau la terreur contre les Kurdes**  
Cent gendarmes contre un camp de vacances  
..... P 13
- Duel USA - France dans les Grands Lacs**  
Le mouvement révolutionnaire face à divers ennemis  
..... P 14 - 15



## Le haut commandement de la gendarmerie impliqué dans les tueries du Brabant

Jan Hasaers

La Bande du Brabant, c'est la gendarmerie et les services secrets américains, affirmait l'ancien commissaire en chef de la police judiciaire Reyniers, à l'hebdomadaire TV7. Nous connaissons les noms d'au moins vingt gendarmes qui appartenaient à la Bande, disent aujourd'hui les avocats Graindorge et Magnée, qui défendent certaines victimes des tueurs. Un entretien avec l'avocat Graindorge et une analyse.

# Un général, trois colonels et seize gendarmes

L'avocat Michel Graindorge cite des noms

**Vendredi, vous avez révélé 20 noms de gendarmes qui, selon vous, ont été impliqués dans la Bande du Brabant. D'où tenez-vous ces noms ?**

**Michel Graindorge.** Une étude minutieuse des 375.000 pages du dossier révèle à l'évidence que des gendarmes, sous-officiers, officiers et officiers supérieurs de la gendarmerie rattachés à l'état-major ont développé pendant des années — du moins depuis 1975 jusqu'en 1985 et au-delà — une idéologie, des comportements pratiques d'extrême droite... Des gendarmes — certes minoritaires mais appuyés par des éléments fascistes au sein de la gendarmerie et partiellement de son état major — ont permis l'exécution d'un plan de déstabilisation politique entraînant des attentats meurtriers qui ont causé la mort, au minimum, de 29 personnes, sans compter les "suicides" fabriqués...

**De qui s'agit-il ?**

**Michel Graindorge.** Indépendamment de ce que nous dirons — en les privilégiant — aux magistrats de la chambre du conseil, nous affirmons que les gendarmes et/ou ex-gendarmes Gringnez, Tchang, Poncelet, Marbaix, Depaus, Gombert, Beijer, Bouhouche, Lekeu, Amory, Meivis, Maquet, Pattyn, Trotsaert, Galetta, Fievez ainsi que les colonels Mayerus, Fastrez et Lhost, de même que le général Beurir, ainsi que d'autres que ne nommerons pas actuellement, ont les uns des choses à dire, les autres des choses à confesser.

**Vous prétendez depuis longtemps qu'il faut chercher dans cette direction.**

**Michel Graindorge.** Après les agressions du 27 septembre 1983 aux Delhaize d'Overijse et de Braine-l'Alleud, j'ai constitué, avec des parents des victimes, parmi lesquels madame Rossi (dont le mari et le fils ont été grièvement blessés) et madame Patricia Finné (dont le père a été assassiné par la Bande) (1), une

association dénommée "Les familles des victimes de la Bande du Brabant". Nous avons tenu une conférence de presse et nous avons demandé la constitution rapide d'une commission d'enquête parlementaire.

Intuitivement, nous pensions que ces attaques étaient politiques, contrairement à l'hypothèse d'enquête du procureur général Deprêtre. Celui-ci défendait la version selon laquelle il s'agissait d'une bande de criminels sans caractère politique. J'ai eu à l'époque un entretien avec le ministre de la Justice Jean Gol, qui refusait toute enquête sur une piste politique. Il disait que les forces de l'ordre et la Sûreté de l'Etat étaient irréprochables. Sous le gouvernement Martens-Gol, le blocage du dossier a été total. Deux mois plus tard a lieu l'agression d'Alost, où des techniques clairement militaires ont été mise en oeuvre. Nous avons à nouveau demandé la création d'une commission d'enquête parlementaire. Nous nous sommes heurtés à un nouveau refus. Pourtant, à travers toutes ces attaques, il était devenu évident que l'on tuait pour tuer. Le butin était à chaque fois ridiculement maigre. Les méthodes étaient terroristes : un enfant de quatre ans a été tué sur son vélo. Sur base des enquêtes de journalistes et des informations de magistrats, nous en sommes venus à la conclusion que je n'ai cessé de répéter depuis lors : la seule piste admissible est la piste politique de l'extrême droite, en collaboration avec les services secrets.

A cette époque, il y avait deux sortes de terrorisme. Il y avait le terrorisme des CCC. Les CCC étaient manipulées. Dans le dossier de la Bande, nous trouvons des indications selon lesquelles certains gendarmes de l'époque — ils ne sont plus gendarmes maintenant — ont créé de toutes pièces un terrorisme d'extrême gauche. Simultanément, ils ont commis un terrorisme d'extrême droite, sans lui donner ce nom. Le dossier permet de le démontrer.



Michel Graindorge, avocat de victimes de la Bande du Brabant

**L'enquête sur la piste de l'extrême droite a été sabotée par la gendarmerie. Vous en avez des preuves ?**

**Michel Graindorge.** Un exemple. Une enquête sur les attentats de la Bande du Brabant a été effectuée par des gendarmes démocrates de la BSR de Wavre, Bihay et Balfroid. (2) Ils ont été mis de côté, brisés par un colonel de gendarmerie d'extrême droite et par le procureur du roi Deprêtre. Le communiqué de presse de la gendarmerie relatif à nos déclarations est intéressant. Il dit que la liste de personnes que je cite est un mélange de personnes «qui ont quitté le corps depuis des années, qui ont été licenciées, qui sont décédées depuis lors, qui ont fait

l'objet de poursuites judiciaires et qui ont été condamnées». Pourquoi ne dit-on pas précisément qui a été poursuivi et condamné et pour quel motif ? Ou qui a été licencié et pourquoi ?

**Vous appelez les gendarmes "démocrates" à raconter ce qu'ils savent. Le ministre Vande Lanotte relaie cet appel et demande que ceux qui ont quelque chose à dire s'adressent à l'inspecteur général de la gendarmerie, au comité P ou à la Justice. N'y a-t-il pas un danger que l'état-major de la gendarmerie soit au courant de toutes les informations et les fasse disparaître ? Ne vaudrait-il pas mieux installer une commission d'enquête indépendante du par-**

**lement ?**

**Michel Graindorge.** J'espère que les informations nous parviendront directement. Notre intention n'est certainement pas de tout transmettre à l'inspecteur général de la gendarmerie, pas plus qu'au comité P. Son rôle n'est pas clair. Dans l'affaire Dutroux, il a entièrement blanchi les fautes de la gendarmerie. En 1985, j'ai moi-même organisé une telle commission publique.

**Que pensez-vous des déclarations du ministre Vande Lanotte selon lequel la piste de l'extrême droite est une des nombreuses pistes possibles ?**

**Michel Graindorge.** Il n'y a qu'une seule piste. De tous les noms que je cite, il est impossible de réfuter leur implication. J'ai proposé à monsieur Vande Lanotte de mener un débat public sur l'implication de la gendarmerie dans la Bande pour la prouver. Mais il n'a pas répondu à ma demande.

**Après vos déclarations, le professeur Fijnaut a plaidé pour une police unique. N'est-ce pas précisément là que devait mener la déstabilisation voulue par la Bande : le renforcement de la gendarmerie et l'introduction d'une police unique ?**

**Michel Graindorge.** Je n'en suis absolument pas partisan. Une police unique, c'est très dangereux. Il n'y aurait plus de contrôle du tout.

1. Un banquier qui, en 1980, racontait au major de gendarmerie Vernailen que de hauts officiers de gendarmerie et d'ex-ministres préparaient un coup d'Etat d'extrême droite.

2. Le 18 mars 1985, les deux gendarmes ont introduit une note confidentielle dans laquelle ils confirment l'existence d'un "Groupe G", un groupe de gendarmes fascistes. Six noms sont cités, dont au moins quatre gendarmes : Francis Pattyn, Lucien Marbaix, Jean-Pierre Stiénon, Jean-Marie Millet, Madani Bouhouche et Martial Lekeu. (Hugo Gijssels. De Bende en Co. 20 jaar destabiliseren in België. p.167.)



27 septembre 1985, la Bande du Brabant attaque le Delhaize d'Overijse. L'unique mesure adoptée : l'accroissement des moyens de la gendarmerie.

## Renforcer la gendarmerie, c'est récompenser le crime

Herwig Lerouge, à propos des révélations

Herwig Lerouge, rédacteur en chef de *Solidaire*, suit depuis 1983 le dossier de la Bande du Brabant wallon. Nous lui avons demandé sa réaction après les révélations de l'avocat Graindorge.

**Depuis 1983, le PTB dit que c'est la gendarmerie qui se cache derrière le terrorisme de la Bande du Brabant.**

**Herwig Lerouge.** Si vous relisez nos analyses de 1983 et 1985, vous verrez que, sur base de la description des attentats, nous avons déjà démontré l'implication de la gendarmerie. Seule la gendarmerie était en mesure

d'exécuter ces massacres préparés et réalisés avec une telle précision militaire. Seule la gendarmerie était en mesure de le faire impunément. Seule la gendarmerie était en mesure de saboter l'enquête, ce qu'elle a fait, du reste. Seule la gendarmerie avait un mobile : son propre renforcement. La gendarmerie est l'instrument par excellence pour réprimer les conflits politiques et sociaux, contre les mesures d'austérité, contre l'installation des missiles, contre la montée du racisme et du fascisme ou contre le fonctionnement criminel de la gendarmerie. Dans les années 80, différents

milieux ont réclamé un renforcement de la gendarmerie. Il s'agissait principalement de milieux issus de l'Otan et du patronat.

Les pays de l'Otan avaient, en 1975, signé un accord secret dans lequel était mentionné que chaque membre de l'alliance devait constituer une organisation de gens compétents disposant de moyens suffisants pour intervenir de manière efficace en cas d'agressions communistes extérieures ou de troubles intérieurs. La gendarmerie était, dans notre pays, le corps le plus apprécié des Américains. Il suffit de voir les déclarations à ce propos de Frans Reyniers, ancien chef de la police judiciaire. Reyniers a déclaré récemment que les Américains, qui ne voulaient pas de problème pour installer leurs missiles de croisière en Belgique, y sont impliqués. Il disait «suspçonner la CIA d'avoir influencé certaines personnes».

Dans le même temps, la crise de 1974 a entraîné des affrontements de plus en plus durs des ouvriers contre la politique gouvernementale et contre le chômage. Rappelez-vous la manifestation des métallos en 1982 à Bruxelles. A ce moment-là, les partisans de la gendarmerie ont aussi appelé à un renforcement draconien de la gendarmerie. Les attentats de la Bande du Brabant ont précisément fourni à la gendarmerie les mesures que ces milieux exigeaient.

**De quelles mesures s'agit-il ?**

**Herwig Lerouge.** Il est particulièrement révoltant de lire, dans le budget de la gendarmerie de 1988, que «depuis les événements tragiques du Heysel de juin 1985, la vague d'attentats par les CCC et les faits de criminalité grave imputés à la bande dite du Brabant wallon, de nombreuses mesures ont été prises pour renforcer l'efficacité des services de police et garantir la sécurité de la population. C'est

## Déjà dans *Solidaire* en 1983

«On peut se poser de sérieuses questions sur les intentions véritables des gangsters. Ils semblent motivés par une certaine volonté de violence gratuite. A Nivelles, les deux témoins malheureux ont été froidement abattus après s'être laissés déposséder de leurs biens. Mais où cela défie toute imagination, c'est à Beersel. Prise d'un jeune garçon en otage, obligé de ramper d'une caisse à l'autre pour les vider, assassinat de sang-froid du directeur. Puis les gangsters pillent encore le coffre, prennent la direction du parking et s'en vont dans une Golf noire. "Vraiment sans se presser", diront les témoins. "Comme s'ils n'avaient rien à craindre."»

Un témoin affirme avoir téléphoné à la gendarmerie quand les malfaiteurs se trouvaient encore sur le parking, avant qu'ils entrent dans le magasin. «Mais mon correspondant m'a

longuement questionné avant de transmettre l'information à la gendarmerie de Halle compétente pour la région.» (*Solidaire*, 26 octobre 1983)

«Il est difficile de croire que la gendarmerie et la justice entendent réellement obtenir des résultats dans l'enquête au moyen du grand show qu'ils nous propagent actuellement. Certains, qui préfèrent réellement que la Bande ne soit pas attrapée, poursuivent avec une vigueur particulière des objectifs politiques pourtant déjà largement atteints : davantage de gendarmes, davantage d'argent et de matériel pour les services de répression, davantage d'Etat policier.

Cette campagne de droite, qui touche aussi de larges fractions du PS et du SP, influence une partie du public. Mais on entend de plus en plus de voix sceptique s'élever.»

(*Solidaire*, 9 octobre 1985)

## La gendarmerie sur la sellette au Centre International

«Que penser des révélations sur la gendarmerie dans l'affaire Dutroux ?» Une conférence exceptionnelle au Centre International avec Michel Bouffiu, Jean-Pierre De Staercke et Michel Graindorge, le **jeudi 5 décembre à 20h**, boulevard Lemonnier 171, à Bruxelles.

Au rôle trouble de la gendarmerie dans l'affaire Dutroux-Nihoul vient s'ajouter son implication dans une série d'affaires encore non élucidées. Le Centre International a invité des spécialistes de la question.

Michel Bouffiu, journaliste à *Téléoustique*, a publié le témoignage d'un gendarme qui

déclare qu'une grande partie du dossier Othello de la gendarmerie sur l'affaire Dutroux a été détruit sur ordre de l'état-major. Bouffiu pourra nous éclairer sur les dossiers en cours. Il est aussi l'auteur, avec le chroniqueur judiciaire Jean-Pierre De Staercke, également présent, d'un livre sur les réseaux de prostitution, *Appelez-moi Elvira* (Ed. Luc Pire, 1994).

Michel Graindorge est l'avocat de victimes de la bande du Brabant wallon. Il dénonce la responsabilité et la participation de gendarmes dans les tueries. Il parlera du déroulement de cette enquête.

## Police unitaire = tout le pouvoir à la gendarmerie

**A l'occasion de ces révélations, le professeur Fijnaut plaide en faveur d'une police unique.**

**Herwig Lerouge.** Cela ressemble à une provocation. Au lieu de dissoudre cette organisation criminelle, on veut lui donner plus de force. Le terrorisme de la Bande a rendu possible une série de lois comme celle sur les écoutes téléphoniques. Ou comme l'intervention de police "pro-active", par laquelle la gendarmerie peut fichier les gens et les organisations avant même qu'il soit question de délits. Sous ce dénominateur, on peut naturellement combattre toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires comme nous l'avons vu la semaine passée avec le PKK. Il est clair que la campagne pour le renforcement de la gendarmerie n'est pas encore terminée. Maintenant, la gendarme-

rie veut absorber les autres services de police dans une police unique. Vande Lanotte et le général de gendarmerie De Ridder ont déjà un projet en ce sens depuis un an. Un projet qu'ils ont tenté de faire passer en promettant davantage de contrôle. Ce contrôle doit maintenant être effectué par le comité P, créé spécialement à cet effet après les attentats de la Bande du Brabant. Mais au lieu d'accroître le contrôle, le comité couvre les infractions. Il estime que, dans l'affaire Dutroux, la gendarmerie n'a commis que de petites fautes. L'appel de Vande Lanotte à transmettre toutes les informations sur la Bande au Comité P ou à la gendarmerie servira en premier lieu à menacer les informateurs. Nous sommes pour la mise en place d'une commission d'enquête indépendante du parlement.

précisément dans ce cadre que la gendarmerie a pu bénéficier d'un effort important de modernisation de son équipement dont elle avait grand besoin.» Ce même texte mentionne que «le conseil des ministres du 26 juillet 1985 a décidé de porter, dès que possible, les effectifs de la Gendarmerie au maximum légal autorisé. 180 sous-officiers supplémentaires ont été engagés. Le 23 mai 1986 un contingent de 400 miliciens a été octroyé à la gendarmerie.» Dès 1986, le gouvernement a adopté diverses mesures qui vont doubler le budget de la gendarmerie entre 1981 (avant les attentats de la Bande) et aujourd'hui : de 14,5 à 28,5 milliards. De 1986 à 1987, le budget de l'Etat a baissé de 9 %. Mais pendant ce temps, les moyens de la gendarmerie ont augmenté de 3 %.

**Que pensez-vous de la réaction de Vande Lanotte aux révélations de Graindorge ?**

**Herwig Lerouge.** Quand Vande Lanotte dit que la piste de l'extrême droite n'est qu'une des pistes parmi d'autres, il ne fait que continuer de saboter l'enquête. On a déjà perdu de nombreuses années précieuses. Il existe des dizaines de faits qui portent la griffe de la gendarmerie. La semaine prochaine, *Solidaire* en proposera un aperçu complet.



## EDITORIAL

## Vers une marche rouge

Herwig Lerouge

La pluie de scandales devient déluge. Chaque jour en amène de nouveaux. Certains passent inaperçus, d'autres font la une des jours durant. Ce n'est pas un hasard.

Ce dont on ne parle pas. Le patron de Caterpillar a fait choisir ses travailleurs entre une baisse de salaire et la fermeture, dans une région où le chômage dépasse les 30 %. La démocratie s'arrête aux portes de l'usine. Ce dont on parle beaucoup. Avez-vous remarqué que le dossier "très mince" contre Di Rupo a fait couler des tonnes d'encre ? L'ensemble des partis bourgeois déborde d'indignation vertueuse sur le climat de délation et de chasse aux sorcières. La démocratie est en danger, entend-on. Ce dont on parle peu. Avez-vous remarqué qu'après un jour on ne parlait plus des accusations de Graindorge contre la gendarmerie dans l'affaire des Tueurs du Brabant ? La démocratie n'est-elle plus en danger quand le plus grand corps de police de ce pays est responsable de la mort de 29 innocents ? Avez-vous vu comment cent gendarmes et un hélicoptère ont attaqué un camp de vacances de jeunes Kurdes ? Avez-vous lu comment les Goebbels de l'état-major ont justifié cette invasion ? Un camp de vacances devient un camp d'entraînement. Il y avait des "mineurs". Cela fait suspect dans le climat actuel. Mais qu'y a-t-il d'étonnant à trouver des mineurs dans un camp de jeunesse ? La gendarmerie a recherché des armes, mais omet de dire qu'elle n'a rien trouvé.

Avez-vous remarqué le silence sur le sabotage de l'enquête sur les enfants par la gendarmerie ? Et que l'affaire Di Rupo est utilisée pour casser l'appel de Gino Russo et Jean-Denis Lejeune à une Marche rouge ?

Mais les actions continuent. Trois mille personnes à Tournai et mille à Bastogne. Ils seront le 15 décembre à Peruwelz pour Sylvie Carlin. Marches blanches, pour combien de temps ? Nous ne savons toujours rien sur les réseaux entourant Dutroux, sur les responsables du sabotage de la gendarmerie dans cette affaire et dans celle des Tueries du Brabant.

L'intimidation, ça suffit. La démocratie n'est pas en danger parce que le peuple prend la parole et avance des revendications démocratiques. Elle est menacée par ceux qui veulent nous bâillonner et qui élaborent des mesures antidémocratiques au nom du mouvement populaire. Par ceux qui veulent renforcer la plus grande organisation criminelle de ce pays, la gendarmerie.

Fini le sparadrap blanc sur la bouche. Préparons-nous à une marche rouge pour la démocratie et contre la gendarmerie, avec des revendications démocratiques claires. Enquête jusqu'au bout. Réouverture de l'enquête sur la Bande du Brabant. Démocratie dans la justice. Démantèlement de la gendarmerie.

## Il y a du maccarthysme vrai et présumé

## La chasse aux sorcières du PS et du CVP contre le PTB

**Marc Van Peel, président du CVP, et Di Rupo, vice-premier ministre, estiment qu'ils sont les victimes d'une nouvelle forme de maccarthysme (1). Une comparaison déplacée de la part de politiciens qui organisent eux-mêmes la chasse aux sorcières contre les communistes du PTB.**

Kris Merckx

«C'est comme du temps de McCarthy, lorsqu'il suffisait de qualifier quelqu'un de communiste pour qu'il soit déjà coupable.» C'est ainsi qu'a réagi Marc Van Peel aux informations sur les affaires de corruption dans lesquelles sont cités des ministres CVP. (2) Et après les fuites dans l'enquête judiciaire relative à son éventuelle implication dans une affaire de pédophilie, le dirigeant socialiste Elio Di Rupo a déclaré : «Je refuse de voir notre pays sombrer dans une chasse aux sorcières, un maccarthysme de la pire espèce.» (3)

L'"indignation" de ces messieurs envers la chasse scandaleuse contre des dizaines de milliers sympathisants communistes, prétendus ou véritables dans l'Amérique "libre" vient bien tard (45 ans après les faits)... Mais surtout, elle contraste fortement avec le maccarthysme qu'ils appliquent quotidiennement envers le PTB. Nous n'aborderons pas le licenciement de dizaines de membres et sympathisants du PTB dans les entreprises ou écoles (surtout catholiques) ou leur mise à l'écart de fonction syndicales. Nous nous limiterons aux événements qui ont marqué le récent mouvement autour des disparitions d'enfants.

### Anticommunisme dans le mouvement pour les enfants

Trois armes puisées dans l'arsenal anticommuniste ont été engagées presque quotidiennement contre le PTB.

#### 1. Répression par la gendarmerie, la police et la Justice.

• Le 28 août, trois sympathisants du PTB (parmi lesquelles deux sexagénaires) vendent des cartes de soutien pour le Comité Julie et Mélissa. Elles sont emmenées par la police de Schaerbeek et contraintes de se déshabiller entièrement. Selon le bourgmestre FDF Duriaux, cette intervention a eu lieu à la suite d'un "tuyau" passé sur la ligne verte de la gendarmerie de Neufchâteau. L'auteur du coup de téléphone avait reçu le conseil de demander une intervention de la police. (4)

• Le 18 octobre, un juge interdit en référé au PTB de diffuser des

appels à participer à la Marche blanche sous peine d'une astreinte de 50.000 F par exemple. Une violation peu commune du droit à la liberté d'expression. La citation, rédigée par le cabinet d'avocats du sénateur PS Lallemand, demandait l'interdiction du tract entre autres parce que... "accusant la gendarmerie".

• A la Marche blanche, 30 militants du PTB qui distribuaient un (nouveau) tract ont été arrêtés et emprisonnés durant 5 à 12 heures. Cette intervention fasciste, sans base légale, a eu lieu à la demande du ministre Vande Lanotte (SP).

• A l'entreprise Bosch de Tirlemont, à Charleroi et à Namur, la police et la gendarmerie ont tenté d'empêcher la propagande du PTB.

#### 2. Insinuations et désinformation.

• Avant la Marche blanche, la gendarmerie a faxé des tracts du PTB aux parents organisateurs, insinuant que notre parti voulait déclencher des bagarres.

• Le 7 novembre, le journal libéral *De Nieuwe Gazet* laisse la présidente du "Fonds de Soutien aux enfants enlevés et disparus" dire, en première page, que la manifestation du 17 novembre à Anvers, organisée par le comité Kim et Ken, «dont le PTB est la force motrice» va sans doute «dégénérer». La Police Judiciaire a raconté à l'asbl "Pour nos enfants" les mêmes calomnies sur ce comité pluraliste anversois. Derrière ces faits, on reconnaît en effet les méthodes typiques utilisées



Maurice Goffart a été arrêté à la Marche Blanche. Dans la vidéo du PTB (version néerlandophone, photo), il réfute les mensonges de la gendarmerie selon lesquels elle a opéré ces arrestations pour «protéger les membres du PTB de la colère populaire». Au contraire, Maurice a reçu le soutien de la foule qui l'entourait et la gendarmerie s'est fait huer.

par les forces de l'ordre pour combattre les communistes.

• A propos de la Marche blanche, aussi bien la BRTN-radio que *De Morgen*, *Le Soir Illustré*, etc., reprennent une information de la gendarmerie selon laquelle elle a arrêté des militants du PTB pour les "protéger de la colère populaire". Un truc classique de désinformation auxquels les nazis recouraient eux aussi pour expliquer l'emprisonnement de communistes.

#### 3. Censure. (voir ci-dessous)

Mais cette fois, nos opposants sont allés trop loin. Leurs coups bas contre le PTB ont eu l'effet contraire sur les gens lucides. Nous avons reçu diverses réactions de progressistes qui n'acceptaient pas que l'on s'en prenne précisément à ce parti qui n'est coupable ni de corruption ni d'Opération

Oubliettes, mais qui lutte contre ces maux. Ces personnes nous demandent comment elles peuvent nous aider pour défendre le PTB et la vérité. Suivez leur exemple. Avec l'aide de milliers de gens honnêtes et combattifs, nous pouvons contrer la plus grande vague de calomnies et de répression.

1. La chasse aux communistes menée aux Etats-Unis de 1950 à 1953 par le sénateur républicain Joseph McCarthy. Dans une commission du Sénat portant son nom, des fonctionnaires, des artistes (dont Charlie Chaplin), des journalistes etc., suspectés de sympathies communistes ont été accusés et interrogés. Cette chasse aux sorcières a conduit, rien que dans les services publics, à la démission forcée de 2.600 personnes et à la démission "volontaire" de 4.300 autres.

2. *Solidaire* n° 45, p.5.

3. *Le Soir*, 18 novembre 1996.

4. Cartes sur table, RTBF-TV, 23 septembre 1996.

## Quelques exemples de censure

Le PTB a-t-il laissé passer ces attaques sans réagir ? Non. Mais dans 95 % des cas, la presse nous a refusé le droit à la défense.

Le référé de deux parents contre le PTB est passé dans la presse écrite, radio et télévisée. Jan Fermon, l'avocat du PTB, a été interviewé au procès par Pierre Istace (RTBF-TV) mais l'entretien n'a pas été retransmis. Les deux communiqués du PTB à propos du jugement n'ont été repris *nulle part* et aucun journaliste ne s'est présenté à notre conférence de presse. Tous les médias ont diffusé des informations

fausses ou tendancieuses sur l'arrestation de membres du PTB lors de la Marche blanche. Nous avons protesté dans un communiqué de presse bien documenté mais il n'a été publié nulle part. *De Morgen* a refusé de publier ma lettre sur la Marche blanche et l'affaire Dutroux.

Le 18 novembre, au lendemain de la manifestation du Comité Kim et Ken, le rédacteur en chef du *Nieuwe Gazet*, Peter Verbruggen, a publié un éditorial haineux sur l'"abus politique d'enfants par le PTB". Je lui ai fait parvenir un droit de réponse. Contrairement aux dispositions légales en la ma-

tière on l'a publié fortement raccourci, dans le courrier de lecteurs.

C'est ainsi que fonctionne la dictature de la presse du grand capital.

Devons-nous alors nous résigner ? Non.

Nous devons lutter pour tirer le meilleur profit de tout espace démocratique. Ainsi, le PTB a obtenu que sa secrétaire générale Nadine Rosa Rosso puisse répliquer, dans l'émission "Cartes sur table" (RTBF), aux accusations de la police de Schaerbeek selon lesquelles notre vente de cartes était de l'escroquerie. (KM)

## Cours de la Bourse : + 20 %

«L'indice BEL 20 de la Bourse de Bruxelles a progressé sur an de 20 %. Il apparaît de plus en plus certain que 1996 constituera un cru boursier exceptionnel. Frankfurt affiche un gain de 24 %. La Bourse de New York, 23 %.» (*L'Echo*, 16 novembre 96) Pourtant, le gouvernement Dehaene-Di Rupo veut faire valider par les syndicats un "projet de conciliation" qui impliquerait une hausse salariale réelle de 0,6 % an, réduction du temps de travail comprise. Simultanément le taux d'intérêt sur l'épargne des petites gens est descendu en dessous de 2 %, c'est-à-dire en dessous du niveau de l'inflation !

## Les "équipes" de S.A.R. Astrid

Les événements politiques autour de l'affaire Dutroux-Nihoul font en ce moment l'objet de la campagne principale du PTB. Manifestement, il en est de même pour le gouvernement et le Palais royal. Le 20 novembre, la princesse Astrid a occupé le siège sénatorial qui lui revient "de plein droit" (c'est-à-dire sans élection). Le choix de la date — un mois, jour pour jour, après la Marche blanche — était délibéré, a-t-elle expliqué lors de son discours inaugural, principalement consacré aux enfants disparus. Son altesse y a fait l'éloge de «notre société démocratique» (sic) et dénoncé «la violence brutale, hélas si fréquemment étalée de nos jours». Après quoi, elle a plaidé sans gêne aucune en faveur... d'une intervention militaire violente au Zaïre ! Sans oublier de vanter les mérites des «équipes (nouvelle appellation de "troupes", ndlr.) qui se tiennent prêtes à intervenir en Afrique.» Qui donc parlait de récupération politique et de tromperie ? (KM)



Le cas de Herman Verwilst (à gauche), ex-chef de cabinet de Claes (à droite), démontre que le SP travaille pour le grand capital. «Il s'est coulé à merveille dans l'habit des patrons du privé», écrit un journal boursier. Effectivement:



# H. Verwilst (SP) à la tête de Fortis

## Récompensé pour avoir privatisé la CGER

**Herman Verwilst, ancien chef de cabinet de Willy Claes aux Affaires économiques, obtient une fonction dirigeante de niveau international dans le secteur privé.**

Kris Merckx

Herman Verwilst n'était jusqu'à présent "que" le président de la CGER-banque. A partir du 1er janvier 1997, sera promu au poste de vice-président du groupe belgo-néerlandais Fortis AG (banque et assurances). Dans la pratique, cela signifie qu'il aidera à diriger les deux fleurons belges du groupe, la compagnie d'assurance AG et le groupe CGER (banque et assurances), en compagnie du président de Fortis, Maurice Lippens. Ce financier de la Société Générale, qui appartient à la noblesse, considérait depuis

longtemps que le "socialiste" Verwilst méritait d'être récompensé pour les innombrables services rendus au holding. Avec l'aide du PS et du SP, Verwilst a notamment réussi à privatiser la CGER et à la placer sous le contrôle de Fortis. Par la suite, il a réalisé la privatisation de la Société nationale du crédit à l'industrie (la "petite usine bleue"), également récupérée par le groupe Fortis. L'année dernière, la CGER a doublé son bénéfice, affichant un résultat de 8 milliards de francs. Le journal boursier *L'Echo* la félicitait : «La CGER n'a plus à rougir de son return (bénéfice) très "privé". Herman

Verwilst (SP) et Christian Bascq (président de CGER-assurances et... membre du PS, ndlr.), tous deux issus du sérail politique socialiste se sont coulés à merveille dans les habits de patrons du privé.» (1) Cette année, la CGER vise un bénéfice de 10 milliards. Les 34 milliards investis par Fortis en 1993 pour racheter la moitié du groupe seront donc rapidement amortis. Détail piquant : Verwilst est signataire du projet de Coppeters et De Batselier, "Le Signal", qui se veut une alternative "radicale-démocratique" pour les progressistes de Flandre (2). L'adhésion de Verwilst démontre combien ce projet, loin d'inquiéter le capitalisme, le protège.

1. *L'Echo*, 17 avril 96.  
2. voir *Solidaire* n°44

## Eurotunnel : sans la Providence...

### Déficiences inacceptables des mesures de sécurité

Tony Pirard

Un incendie s'est déclaré dans un camion voyageant dans le shuttle sous la Manche le 18 novembre. L'énorme chaleur dégagée a fait fondre les rails et les roues de la navette et a détruit les parois intérieures du tunnel. Par miracle, seules huit personnes ont été blessées. «J'étais couché sur le sol dans le wagon rempli de fumée. Quand on tentait de se lever pour respirer, on retombait, asphyxié par la fumée. Si les services d'aide étaient arrivés cinq minutes plus tard, nous

n'aurions pas survécu», a témoigné l'un des routiers.\* Lors de l'ouverture il y a deux ans, les patrons de l'Eurotunnel avaient déclaré que la sécurité y était absolue. A présent, il apparaît que le système de sécurité a fait défaut sur plusieurs points. Les gaines du tunnel sont équipées d'un système d'aération et d'évacuation de fumée. L'air ambiant est surveillé par ordinateur via des détecteurs. Dès qu'un dégagement de fumée se manifeste, d'énormes ventilateurs doivent l'évacuer de la partie passagers et apporter de l'air frais. Des

témoins déclarent qu'une charge de polystyrène avait pris feu dans l'un des camions avant même que la navette ne fût entrée dans le tunnel. Le train ne s'est arrêté à l'intérieur du tunnel qu'après 19 kilomètres. En outre, le système qui, en cas d'incendie, doit déconnecter automatiquement la locomotive des compartiments passagers de la navette des marchandises n'aurait pas fonctionné. C'est d'autant plus alarmant que, chaque jour, des wagons chargés de marchandises dangereuses font la traversée. Le tunnel est une entreprise

privée. Les patrons se soucient avant tout du bénéfice, reléguant la sécurité la plus élémentaire au second plan. L'Eurotunnel étant écrasé sous les dettes, il est donc hors de question de dépenser plus d'argent pour une sécurité plus performante. Tant que les bénéfices priment, de tels drames ne sont pas exclus. Des moyens de transport véritablement sûrs ne sont possibles que dans une société où le peuple décide de la production.

\* *Het Volk*, 20 novembre 1996.

## EN BREF

### Collignon & Fils

Philippe Moureau (PS) a déclaré dernièrement : «Tous ceux, et j'en suis, qui ont exercé des responsabilités d'une certaine importance ont participé à des négociations conduisant à des nominations politiques. Il faut pratiquer une révolution intégrale dans ce domaine et désormais mettre fin à cette pratique.» (*Le Soir*, 18 novembre 1996) Son collègue du PS, Robert Collignon (ministre-président de la région wallonne) n'a apparemment pas encore reçu ce message. On vient en effet d'apprendre que Collignon junior siège au conseil d'administration de la société régionale des transports. Merci papa.

### Serge Moureaux : l'art de ne pas répondre

Lors du débat "Mise au point" de la RTBF, Gino Russo justifiait sa demande de démission à l'encontre du ministre Vande Lanotte en lisant une lettre de ce dernier, datée de septembre 1995, dans laquelle il assumait la responsabilité du suivi du dossier des fillettes disparues. Après cette révélation, le journaliste a demandé alors au sénateur Serge Moureaux (PS) s'il appuyait la requête de Gino Russo. «La demande de démission est peut-être prématurée mais pour autant pas nécessairement non fondée», a répondu Serge Moureaux (RTBF, 17 novembre 1996) Il n'y a que les dirigeants socialistes pour esquiver les questions avec une telle maîtrise.

### Le racisme involontaire de Van Cau

Une enquête du *Soir* révèle que 12 % des Belges seraient "plutôt ou tout à fait racistes". «Les pouvoirs publics qui stigmatisent de façon prioritaire le phénomène des clandestins n'ont-ils pas une responsabilité (dans ce triste résultat, ndlr) ?», a demandé *Le Soir* aux politiciens. Le ministre Jean-Claude Van Cauwenbergh (PS) répond : «A Charleroi, je participe involontairement à ce genre de discours. Pour que l'immigré qui est chez nous trouve bien sa place, il ne faut pas accepter sans discernement le faux réfugié politique, se montrer trop généreux. Comme ministre de l'emploi de la Région wallonne, en tout cas, je ne suis pas enclin à octroyer des permis de travail à ceux qui ne remplissent pas les conditions légales.» (*Le Soir*, 18 novembre 1996)

### Un an de prison pour le vol d'une chaussure

La critique contre le caractère de classe de notre Justice n'a manifestement pas atteint le juge Quintelier du tribunal correctionnel de Dendermonde. Il vient de condamner Nicolas Christopoulos (38 ans) de Drogenbos à une peine de prison ferme d'un an pour le vol d'une chaussure Adidas dans le magasin Muys à Ninove. Le prix de la paire de chaussures s'élève à 2.999 francs. Interrogé sur la raison du vol d'une seule chaussure, Nicolas Christopoulos a répondu qu'il voulait en faire cadeau à un enfant amputé d'une jambe. Il avait commis le vol parce qu'il était sans argent. Le tribunal a prononcé un verdict impitoyable, ordonnant même l'arrestation immédiate. (*Het Laatste Nieuws*, 15 novembre 1996) En guise de comparaison, la direction de la Kredietbank qui a aidé à faire transiter 23 milliards au Luxembourg, dépouillant l'Etat d'au moins 6 milliards, n'a toujours pas été citée à comparaître devant le tribunal...

## Quelle est la tâche d'un syndicaliste dans le mouvement démocratique actuel ?

Jo Cottenier

Quel est le rôle des délégués et secrétaires syndicaux dans un mouvement comme celui pour les enfants disparus ? Que pensez-vous des remarques : «Le mouvement est émotionnel et va surtout profiter à l'extrême droite» ou «ce n'est pas un problème syndical, il ne faut pas que les délégués s'aventurent sur ce terrain».

Dans Solidaire n°41, nous écrivions : «Les syndicalistes

peuvent-ils se taire quand le peuple découvre que notre fameuse démocratie est une démocratie de classe, pour les riches ? Non, ils ont le devoir d'orienter cette lutte pour qu'elle s'en prenne aux racines du système, le pouvoir bourgeois et son appareil de répression. Eux seuls peuvent diriger cette lutte vers des réformes démocratiques radicales.»

Nous invitons les syndicalistes à contester ou à approuver ces propos, à les enrichir de leurs expériences.

# «En lavant plus blanc que blanc, voilà l'Etat policier qui arrive !»

Franco Fumarola, délégué principal FGTB à Ferblatil (Cockerill Sambre Tilleur)

Johnny Coopmans

Ferblatil, en région liégeoise, est l'usine où travaillait Gino Russo, le père de Mélissa. Ces dernières semaines, l'usine a bougé sur tous les fronts : contre le dessaisissement du juge Connerotte, contre le plan Horizon 2000 de Gandois pour Cockerill-Sambre, lors de la mobilisation interprofessionnelle (grève de six entreprises liégeoises d'abord, grève générale FGTB ensuite). Nous en avons discuté avec Franco Fumarola, délégué principal FGTB.

**Les syndicalistes sont des vecteurs du mécontentement des gens**

**Un ouvrier de Ferblatil nous disait lors de la marche sur le Palais de Justice à Liège : «La justice a laissé mourir la fille de Gino. Et malgré notre grève ils ont dessaisi Connerotte. Maintenant Gandois veut condamner la sidérurgie qui est notre gagne pain. Nous sommes à bout. Nous ne laisserons plus jamais faire.»**  
**Franco Fumarola.** Tout est lié : le dessaisissement, la manière dont les enquêtes policières sont menées, la manière dont la direction de Cockerill Sambre annonce son plan Horizon 2000. Un ouvrier n'est pas seulement une bête qui travaille, mais aussi un homme qui prend position, dans sa vie active, dans sa commune. Après treize ans d'efforts intenses de restructurations, de plan gouvernementaux, les gens en ont marre. Il faut donc prendre position. Les syndicalistes sont des vecteurs, des relais, du mécontentement des gens. Le délégué a parfaitement sa place dans ce mouvement. Il doit être même devant les travailleurs, pour faire changer une société qui a montré ses limites dans le cadre du néolibéralisme.

**Peut-on parler d'un rejet du système : les conditions de travail mais aussi le commerce des**



Franco Fumarola

**enfants, la Justice, etc ?**

**Franco Fumarola.** Le système capitaliste c'est l'appât du gain, l'argent facile, l'argent à tout prix, les profits. Mais la population n'en a pas et commence à sentir les effets d'une crise. Les gens associent d'une manière inconsciente les relations d'argent, faire des profits et le commerce des enfants. D'ailleurs, moi je ne parle pas de l'affaire Dutroux. Pour moi, c'est l'affaire Julie et Mélissa. Dutroux est peut-être un pervers sexuel, mais pas que cela. Il est perverti par la manière de vivre dans notre société : l'argent facile. Si ce n'étaient pas les petites filles, c'était la drogue ou le vol des voitures : tout ce qui permet de gagner vite de l'argent sans se fatiguer. C'est l'image même du système capitaliste. Plus vite on fait des taux de profit, sans se soucier du lendemain, plus vite on accumule les richesses et plus vite les autres sont pauvres.

**Gino n'a plus confiance dans la Commission parlementaire. C'est une Opération Oubliettes ?**

**Franco Fumarola.** Gino Russo a

raison de dire qu'actuellement, après 120 jours, l'Etat va essayer de diluer les responsabilités de manière à faire porter le chapeau sur 36 personnes qui ont eu des attitudes qu'ils n'auraient pas du avoir. Les lampistes, le gendarme qui n'a pas frappé contre le mur lors de la perquisition, etc. L'Etat, la gendarmerie, la PJ vont en faire telle publicité que plus personne va s'y retrouver. C'est l'intox un

puzzle où il faut un grand stratège pour réunir les pièces. Il faut que l'enquête aille jusqu'au bout. On doit savoir qui a permis à un Dutroux de vendre des enfants et qui l'a protégé. Dans les milieux huppés, la pédophilie est acceptable parce qu'elle fait partie des moeurs de ces gens-là. Il reste quelques politiciens honnêtes qui vont faire leur travail correctement, ne serait ce que pour se faire

réélire. On peut espérer que ces gens-là fassent avancer les choses.

**Quel est le rôle de la gendarmerie ? Les travailleurs connaissent cet organisme. Nous nous souvenons encore de la manifestation des sidérurgistes en 1982 à Bruxelles.**

**Franco Fumarola.** On va lessiver plus blanc que blanc. La marche blanche a réveillé des consciences. Mais attention : certains rêvent d'un pouvoir fort. Puisqu'on va tout nettoyer, on va nettoyer la Justice pourrie et la Justice donnera en pâture quelques véreux que tout le monde connaissait déjà. Et puis on livrera quelques vieux gendarmes à la retraite. On va réclamer un renforcement de l'Etat policier. Gonfler le budget de la gendarmerie, renforcer les centres d'autorité. Quand il y aura une grève, on ira avec les moyens qu'on a mis en place. Les gendarmes ont déjà des fichiers, mais ils les veulent encore plus performant. Ils veulent aussi le commun des mortels dans leur base de données. Comme par hasard, plus personne ne portera atteinte à la vie privée parce que tout se justifie au nom de laver plus clair. Qui va en tirer profit : ceux qui auront la possibilité d'infiltrer l'appareil de l'Etat. Heureusement des gens comme Gino appellent à des marches rouges.

## Forum pour syndicalistes de combat

Les syndicalistes dans le mouvement contre la justice de classe  
10 h. Accueil  
10h30. Deux visions sur les tâches des syndicalistes de combat dans un mouvement politique. Quelles perspectives pour ce mouvement ?  
12h15. Groupes de discussion sur les deux visions et témoignages de syndicalistes sur leurs expériences dans le mouvement : New Holland Zedel-

gem, Feluy, St. Niklaas, Chimie Anvers, grève de la faim délégué Mach, Mons...  
14h30. Noyaux de résistance  
1. Accord Interprofessionnel et Conventions collectives  
Caterpillar : après 45 journées de grève depuis le mois de mai, c'était la confrontation !  
De Beuckelaer : une histoire avec menaces de mort.  
2. Restructurations et fermetures. Forges de Clabecq et Boël : comment forger l'unité entre les bas-

sins ? Cockerill-Sambre contre le plan 2000.  
3. Privatisations. Sabena : Reutlinger a-t-il mis les syndicats dans sa poche ? BRTN : opposition contre les privatisations.  
16h. Plénum: quel avenir pour les syndicats ?

La date et l'endroit du Forum seront communiqués après inscription auprès d'un militant du PTB ou d'un secrétariat du PTB (voir adresses en p.19).

# Votre opinion sur l'Opération Oubliettes

Le sondage d'opinion de Solidaire en vitesse de croisière

Le sondage d'opinion de Solidaire fonctionne bien. Des cartes rentrent tous les jours. C'est un instrument facile et maniable. Facile à mettre en poche, à glisser dans son agenda ou son portefeuille et surtout à présenter partout dans son entourage.

Riet Dhont

De nombreuses cartes sont déjà parvenues à la rédaction. Elles proviennent notamment d'écoles et d'entreprises. Une personne nous a renvoyé 51 cartes par la poste. Pendant la manifestation du Comité Kim et Ken à Anvers, 221 cartes ont été remplies.

Maurice explique comment il fait remplir la carte par ses collègues : «Dans notre atelier, la radio fonctionne toute la journée. Lundi, on annonçait la nouvelle sur Di Rupo et Grafé. Je me suis dit : c'est le moment de sortir les cartes. J'en ai donné une à mes neuf collègues en disant que je les reprendrai après une demi-heure. Ils l'ont remplie.» Michael travaille dans une entreprise automobile. Avec un collègue, il occupe un poste pénible. Ils se relaient pour avoir régulièrement une dizaine de minutes de récupération. L'occasion d'un brin de conversation. Michael : «Dans mon *Solidaire*, j'avais reçu dix cartes. A chaque occasion, je les présente aux gars de mon atelier, en leur expliquant que *Solidaire* souhaite connaître l'opinion d'un maximum de travailleurs. Les cases des cinq questions sont vite remplies. Mais la plupart souhaitent donner un commentaire personnel. Un collègue a écrit : «Dans quelle démocratie vivons-nous, si tout cela est possible ?» Un autre : «Tant que nous vivons dans un système contrôlé par une poignée de riches,

rien de ne changera.» Les gens souhaitent vraiment donner leur avis sur tout ce qui se passe actuellement. J'ai donc commandé un gros paquet de cartes.» Myriam a rendu visite à un camarade du syndicat. «Nous avons discuté de la justice, des forces de l'ordre, des scandales. J'avais amené le dossier de *Solidaire* avec le discours du 1er mai de Ludo Martens, qui explique comment le Parti socialiste et le ministre Vande Lanotte sont en train de faire de la Belgique un Etat policier avec à sa tête une gendarmerie renforcée. J'ai alors sorti la carte du sondage. Mon ami m'a demandé vingt cartes pour les faire remplir à son tour par ses collègues.»

## A l'entrée de l'école

Bruno revient du lycée Jacquemain à Bruxelles. «J'avais emmené dix bics, un paquet de cartes du sondage, des *Solidaire* et des cartes de collaborateurs. J'ai simplement distribué les cartes et les bics. 56 élèves m'ont rendu une carte remplie. J'ai vendu huit *Solidaire*. Ce qui m'a le plus réjoui, c'est que sept étudiants m'ont demandé des cartes pour les distribuer eux-mêmes dans les classes. Je leur téléphonerai pour connaître le résultat.» David s'est rendu à l'école technique de Saint-Gilles. «Quarante élèves ont rempli le sondage. J'ai eu plus de mal à vendre *Solidaire* et je



Fabienne diffuse le sondage à l'école.

n'avais rien d'autre à donner aux étudiants.» Dommage, car le dépliant «Révolte contre une fausse démocratie» distribué par le PTB à la Marche blanche est très bien accueilli. Il fournit des arguments pour tous ceux qui s'indignent contre la justice de classe, la gendarmerie etc.

## Fabienne, 16 ans

Fabienne est une fana de NTM, des Fugees, d'Assassins... bref, du rap. «Nous sommes vingt dans notre classe. Nous parlons beaucoup de l'interdiction de NTM, le groupe rap de Paris qui chante contre la police et la gendarmerie. Maintenant, je présente à tout le monde le sondage d'opinion de *Solidaire*. J'ai déjà dix cartes remplies. Je parle aussi de la Justice. Beaucoup de gens pensent qu'il y a de bons et de mauvais juges. Je leur dit : «Qu'est-ce qu'ils ont fait pour Loubna ? Et pour retrouver le petit Anthony, le fils de ce riche patron

## Stoppez l'Opération Oubliettes

*Solidaire* veut connaître votre opinion dans l'affaire Nihoul - Dutroux

Pensez-vous que tous les noms des gros bonnets seront révélés?

oui  non  pas d'opinion

Que pensez-vous de la Justice?

Elle est neutre  
 Il y a des bons et des mauvais juges  
 C'est une justice de classe pour les riches

Pensez-vous que l'état-major de la gendarmerie a saboté l'enquête sur les enfants?

oui  non  pas d'opinion

Combien de gens sont, selon vous, fichés par l'ordinateur de la gendarmerie

10.000  
 500.000  
 1.500.000

Trouvez-vous que la gendarmerie

doit être renforcée  
 doit être plus contrôlée  
 doit être démantelée et ses tâches transférées aux autres services de police

Ed. Resp. M.R. Etigius, Bd M.Lemonnier 171 1000 Bruxelles

Votre opinion :

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

16 frs

17 frs à partir du 1/1/97

Stoppez l'Opération Oubliettes

Hebdomadaire *Solidaire*

Bd M.Lemonnier 171,

1000 Bruxelles

Merci de votre participation  
Résultats dans *Solidaire* 2/97

d'entreprise ?» C'est ce qu'il faut expliquer au gens. J'ai aussi mon mot à dire sur la gendarmerie. Il faut expliquer aux gens : «Contre qui interviennent-ils ? Contre la population !» Je demande à Fabienne où elle trouve ses arguments. «Mais enfin, Riet, je suis de Rebelle !», répond-elle. Pour qu'un maximum de gens puissent donner leur avis, nous avons besoin de votre aide. Nous voulons réunir des milliers de

réponses. Vous pouvez commander des cartes via le bon ci-dessous. Vous pouvez les proposer à vos amis et collègues, à l'école, dans votre quartier. Vous pouvez commander le dépliant «Révolte contre une fausse démocratie» pour le remettre avec la carte du sondage. Vous pouvez également obtenir des exemplaires du *Solidaire* consacré à l'Opération Oubliettes. Et surtout, faites-nous connaître les résultats. Merci d'avance.

<http://www.ptb.be>

Solidaire sur Internet : remplissez le sondage d'opinion sur le Web !

Jo Cottenier

Depuis la Marche blanche, quelque 400 cybernautes ont déjà découvert le Web-site du PTB. Il a suffi d'une minuscule annonce sur le dépliant distribué lors de la «propagande interdite» pour les mettre sur la piste.

Certains se demandaient déjà si le PTB est le parti le plus arriéré de la planète. La revue *Trends-Tendances* prétendait qu'il était normal que le PTB ne soit pas sur Internet, parce que les marxistes sont contre la «technologie décadente». Est-il utile de dire que ces gens se trompent complètement ? Nous allons prouver que la technologie, bien utilisée, peut être un formidable instrument pour développer la lutte contre le capitalisme et

l'impérialisme.

Deux volontaires ont travaillé d'arrache-pied pour donner vie à ce projet qui traîne depuis longtemps. Leur ambition est de faire du site du PTB un des plus dynamiques. En effet, quelle autre organisation a autant de publications, de matériel d'actualité que le PTB, Rebelle, la LAI, MML, Médecine pour le peuple et Médecine pour le tiers monde ? Pour l'instant, vous trouverez sur le site PTB le «dossier de la semaine» de *Solidaire*, des tracts, les discours du 1er Mai et une présentation des publications. Vous pouvez déjà y commander des livres et des brochures, mais aussi participer à certaines campagnes du Parti. Vous pouvez désormais participer, sur votre

ordinateur, au sondage de *Solidaire* sur le mouvement autour des enfants disparus !

Le site PTB a également des ambitions internationales. Il s'adresse au mouvement communiste international et aux progressistes du monde entier. Il s'ouvre en trois langues (anglais, français, néerlandais), mais certains textes sont aussi disponibles en espagnol, portugais et allemand. Toute aide est la bienvenue ! Nous avons besoin de volontaires pour développer des pages Web : des programmeurs (Java, Pearl), des rédacteurs-correcteurs, des traducteurs, des dessinateurs et des testeurs.

Adresse Web : <http://www.ptb.be>  
Email : [solidaire@ptb.be](mailto:solidaire@ptb.be)

Nederlands : <http://www.pvda.be>  
Email : [solidaire@pvda.be](mailto:solidaire@pvda.be)

English : <http://www.wpb.be>  
Email : [wpb@wpb.be](mailto:wpb@wpb.be)

## Voici mon opinion

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Entreprise/Ecole/Maison de Jeunes : \_\_\_\_\_

Age : \_\_\_\_\_

Merci de m'envoyer :

- ... ex des cartes de sondage  
 ... ex. du tract «Révolte contre une démocratie de façade» (2 F)  
 ... ex de *Solidaire* pour les diffuser comme exemplaires gratuits

Bon à renvoyer à «Stoppez l'Opération Oubliettes», *Solidaire*, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

# L'affaire Nihoul-Dutroux libère les aspirations à la démocratie

Le marxisme et la lutte démocratique (1)

Notre parti est né dans la grève sauvage des mineurs du Limbourg de 1970. Il s'est trempé au cours de nombreuses grèves et de manifestations pour les droits économiques et sociaux. Habitué à défendre des revendications économiques radicales, certains d'entre nous sont désorientés par l'importance que le parti attache au mouvement actuel autour des disparitions d'enfants, et par les revendications démocratiques que le PTB a élaborées.



Nadine Rosa-Rosso

Pour la première fois depuis la naissance de notre parti, nous sommes confrontés à un profond mouvement de masse qui exprime les aspirations démocratiques du peuple. Des dizaines de gens écrivent aux journaux, téléphonent aux radios pour communiquer leur déception dans la démocratie. Une semaine de grèves et de manifestations spontanées ont fait résonner des mots d'ordre contre la justice des riches, le sabotage de la gendarmerie, l'hypocrisie des ministres. Plus de trois cent mille personnes ont tenu à exprimer clairement leur soutien au combat des parents pour plus de justice, plus de démocratie.

Un certain désarroi face à ce mouvement exceptionnel s'est exprimé au sein du parti, notamment à travers les opinions : «Le gouvernement utilise les affaires pour faire passer en silence son budget antipopulaire», «Pour donner au mouvement actuel une orientation révolutionnaire, il faut y ajouter notre mot d'ordre pour faire payer les riches», ou encore : «Pourquoi le parti attache-t-il tellement d'importance à ce mouvement ?»

Le parti de Lénine a toujours attaché beaucoup d'importance à la lutte démocratique, comme une partie intégrante de la lutte pour la révolution. A ceux qui s'y opposaient, il répondait : «Il est absurde d'opposer la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme, à l'une des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons associer la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et une tactique révolutionnaires pour l'ensemble des revendications démocrati-

Une semaine de grèves et de manifestations spontanées (ici à Genk, au Limbourg) ont fait résonner des mots d'ordre contre la justice des riches, le sabotage de la gendarmerie, l'hypocrisie des ministres.

ques: république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc. Tant qu'existe le capitalisme, toutes ces revendications ne sont réalisables qu'à titre exceptionnel, et encore sous une forme incomplète et altérée. Mettant à profit les réalisations démocratiques déjà acquises, tout en dénonçant leur caractère incomplet en régime capitaliste, nous réclamons le renversement du capitalisme, l'expropriation de la bourgeoisie, comme la mesure indispensable aussi bien pour faire disparaître la misère des masses que pour réaliser *complètement, intégralement, toutes* les réformes démocratiques.» (1)

## Une «démocratie» sous influence

La résistance extraordinaire des parents des enfants disparus a fait apparaître aux yeux du peuple tout entier la nature essentielle de notre «démocratie», telle qu'elle a été dénoncée par Engels : «La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune (entre les citoyens). La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires (ce dont l'Amérique offre un exemple classique); d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse.» (2) A chaque plan global, les travailleurs ont fait l'expérience de cette alliance. Aujourd'hui, ils vivent en direct, à chaque journal télévisé, les péripéties d'une «démocratie» qui réalise la domination du capital par la corruption

des fonctionnaires. La démocratie bourgeoise, comme l'explique Lénine, met officiellement sur le même pied le riche et le pauvre. «C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique.» (2) L'affaire Nihoul-Dutroux a fait apparaître clairement cette contradiction: l'Etat (la superstructure politique) prétend organiser l'égalité entre le riche et le pauvre, mais la dictature terrible qui organise et rend possible le commerce morbide des enfants, cette dictature du capital (le régime économique) se soumet les ministres, les chefs de la gendarmerie et ceux de la justice.

## Les aspirations démocratiques grandissent

«L'impérialisme, dit Lénine, n'arrête pas le développement du capitalisme et la croissance des tendances démocratiques dans la population, mais *attise* l'antagonisme entre ces aspirations démocratiques et la tendance antidémocratique des trusts.» (3) Plus le capital étend son pouvoir économique, plus il se soumet l'Etat, plus il s'attire la haine du peuple. Les travailleurs et les jeunes ont rejoint massivement la lutte des parents contre l'Etat, parce qu'elle exprime leurs aspirations fondamentales à la démocratie. Leurs expériences amères avec la justice, avec les forces de l'ordre, avec les ministres, accumulées pendant des années, alimentent aujourd'hui leur soif de justice et de vérité. Les communistes ont le devoir de soutenir énergiquement ces aspirations. «La révolution sociale n'est pas une bataille unique, elle est une époque comprenant toute

une série de batailles pour des réformes économiques et démocratiques dans tous les domaines, batailles qui ne peuvent s'achever que par l'expropriation de la bourgeoisie. C'est précisément au nom de ce but final que nous devons formuler en termes rigoureux des revendications révolutionnaires *chacune* de nos revendications démocratiques. On peut très bien concevoir que les travailleurs d'un pays déterminé renversent la bourgeoisie *avant* la réalisation intégrale d'aucune réforme démocratique essentielle. Mais on ne peut concevoir que le prolétariat, en tant que classe historique, puisse vaincre la bourgeoisie sans y avoir été préparé par une éducation dans l'esprit démocratique le plus conséquent et le plus énergiquement révolutionnaire.» (4)

## Pas d'illusions sur notre «démocratie»

Lénine : «Le droit d'élire «ses» juges populaires, «ses» fonctionnaires, «ses» instituteurs, «ses» jurés, etc., est également dans la majorité des cas irréalisable en régime capitaliste, du fait précisément de l'oppression économique qui pèse sur les ouvriers et les paysans(...) Les marxistes savent que la démocratie n'élimine pas l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée: c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté de divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son «esclavage domestique» est le capitalisme, non l'absence de droits. Plus le régime est démocra-

tique et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, non l'absence de droits(...) *Toute* la démocratie consiste dans la proclamation et la réalisation de «droits» difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en régime capitaliste; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible.» (5)

Lorsque les travailleurs expriment, précisent et exigent d'exercer tous leurs droits démocratiques, ils se préparent en même temps à exercer leur propre pouvoir dans une autre société. Les récits d'un juge soviétique (voir page 9) témoignent des capacités du peuple à organiser la justice de façon démocratique dans un système où la propriété privée des usines, des banques, du commerce a été abolie.

**La semaine prochaine :** Le marxisme et la lutte démocratique (2)

Comment élaborer des revendications démocratiques dans la perspective du socialisme ? Quel lien établir entre ces revendications et les luttes socio-économiques des travailleurs ?

1. Lénine, *Proletariat révolutionnaire et droit des nations*, Oeuvres complètes, éditions du Progrès, Moscou, tome 21, page 424. 2. Engels, cité par Lénine, *Une caricature du marxisme*, Oeuvres complètes, éditions du Progrès, Moscou, tome 23, p.49. 3. Ibidem, p.54. 4. Lénine, *Proletariat révolutionnaire et droit des nations*, op.cit., pp.424-425. 5. Lénine, *Une caricature du marxisme*, op.cit., pp.80-81.



# Comment les travailleurs participent-ils à la Justice ?

Notes d'un juge du peuple de l'Union Soviétique (2ème partie)

Après la révolution d'octobre de 1917, les anciens tribunaux tsaristes ont été remplacés en Union soviétique par des tribunaux socialistes avec un juge et des assesseurs du peuple. Dans ce deuxième article, Georgi Ivanov décrit la différence entre le rôle du jury classique sous l'ancien régime et celui des nouveaux assesseurs du peuple.

Georgi Ivanov (\*)

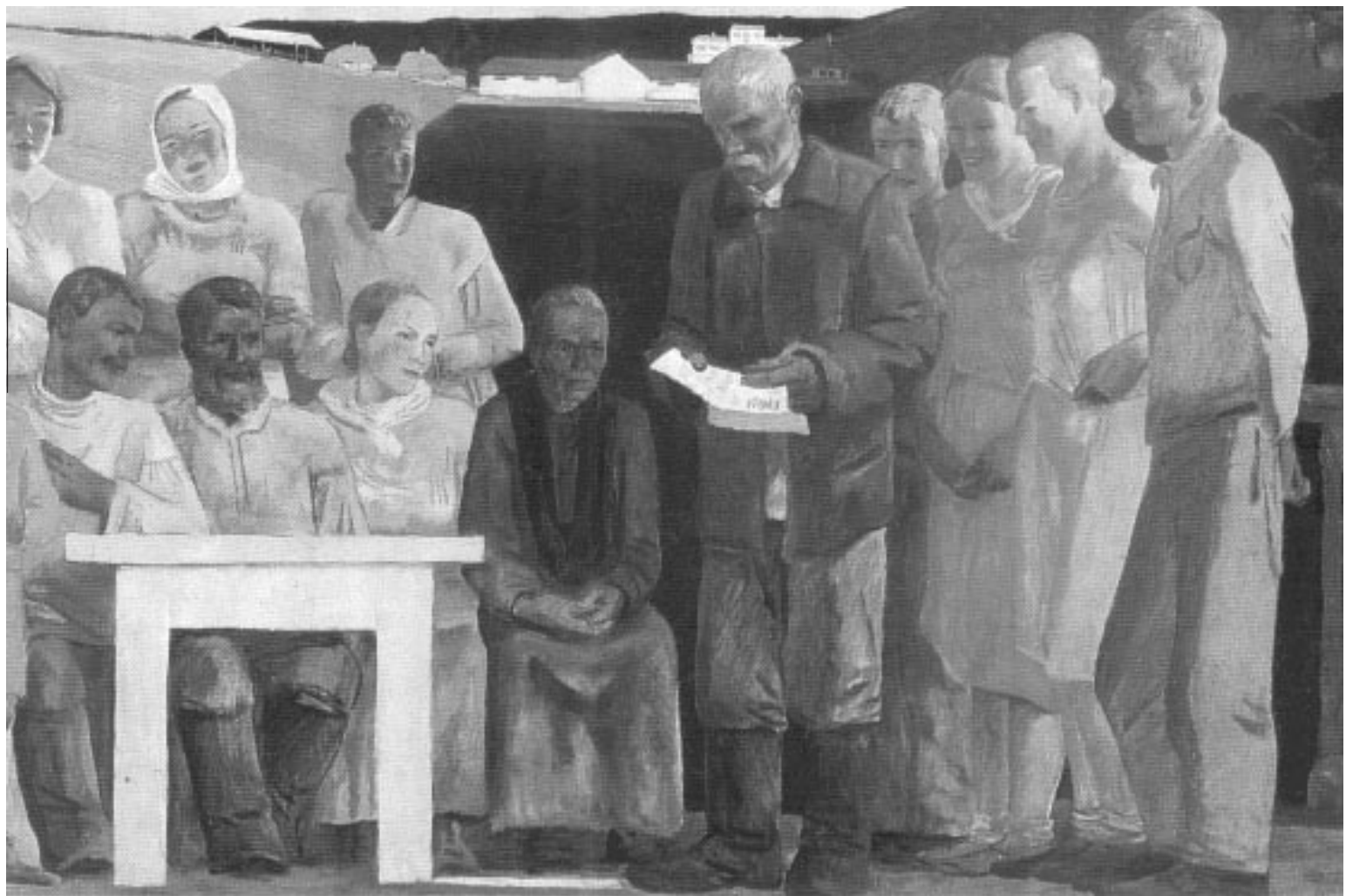
Entre le rôle du jury de la Russie tsariste — ou des pays capitalistes actuels — et les droits et compétences des assesseurs du peuple dans le système judiciaire soviétique, la différence est énorme et fondamentale.

Sous le régime tsariste, la loi interdisait au juge de s'entretenir avec les membres du jury à propos de la peine à infliger à l'inculpé. Les défenseurs de la loi tsariste affirmaient que : «le fait de communiquer aux jurés la peine à infliger relève d'une conception erronée de la tâche des membres du jury. Ceux-ci ont à juger des faits. Les questions juridiques reviennent au pouvoir judiciaire.» Souvent, les jurés étaient méfiants, soupçonnant qu'on leur cache des choses. Dans la plupart des cas, les jurés manifestaient une certaine déférence à l'égard de ces messieurs de la justice et ne leur parlaient des peines qu'avec la plus grande réserve, estimant qu'il s'agissait là d'une curiosité déplacée. Ils avaient le sentiment d'empiéter sur le terrain du pouvoir judiciaire.

## Le juge et les assesseurs du peuple sont égaux de plein droit

Dans la justice soviétique, ce genre de situation est totalement inconcevable. Contrairement aux membres d'un jury, les assesseurs du peuple sont entièrement intégrés au pouvoir judiciaire. Ils sont considérés comme entièrement égaux et participent de plein droit à l'enquête, tant dans les affaires pénales que civiles. Au même titre que les juges, ils ont le droit de poser des questions à l'inculpé, aux témoins ou aux experts. Ils se retirent avec le juge du peuple pour délibérer et, sur pied d'égalité, prennent avec lui une décision ou prononcent un jugement.

En cas de doute ou d'incertitude sur des questions juridiques, le juge du peuple leur explique la



Une équipe de travail d'un kolkhoze (coopérative agricole) soviétique. La justice aussi était fondée sur le principe de la démocratie socialiste : le peuple décide collectivement, avec pour but la construction du socialisme. (Oeuvre d'Alexander Deineka, huile sur toile, 1934).

portée de la loi ou des dispositions légales concernées. Mais lorsqu'il s'agit de prendre une décision, d'évaluer les arguments et les preuves des deux parties, d'établir la culpabilité ou l'innocence et de prononcer le jugement, l'assesseur du peuple n'est pas obligé de se ranger à l'opinion du juge. Si les deux assesseurs du peuple ont la même opinion, le juge doit suivre leur décision. Toutes les questions traitées à huis clos sont soumises au vote et la décision est prise à la majorité des voix. Le juge donne son avis en dernier lieu, pour ne pas influencer les assesseurs du peuple.

Ainsi, j'étais récemment en désaccord avec les assesseurs du peuple Sergejev et Nikoforova dans l'affaire Tichonov. L'ajusteur-mécanicien Tichonov, âgé de 23 ans, était accusé d'avoir vendu à un prix excessif des lampes radio dans un grand magasin d'articles de luxe. Il ne niait pas le fait mais expliquait qu'en tant que fabricant passionné de radios, il avait voulu se procurer ainsi l'argent nécessaire pour acquérir certaines lampes perfectionnées. Sur base de témoignages présentant effectivement Tichonov comme un amateur passionné de radios, les assesseurs du peuple avaient jugé qu'une peine avec sursis pouvait suffire. Je n'étais pas de leur avis, indiquant qu'il s'était avéré lors des perquisitions que Tichonov possédait beaucoup plus de lampes qu'un simple amateur, même passionné. Mais puisque les deux assesseurs étaient du même avis, j'ai rédigé et notifié le jugement. Tichonov a été

condamné à une peine de prison de deux ans avec sursis. J'avais néanmoins mentionné dans le jugement mon opinion discordante. Mais l'instance supérieure du tribunal n'a pas retenu mon opinion et elle a confirmé le jugement.

Ces cas sont rares. Mais la loi les prévoit et ils surviennent dans la pratique. En cas de désaccord, les assesseurs du peuple ont, eux aussi, le droit de mentionner leur opinion discordante. L'instance supérieure du tribunal y accorde la plus grande attention. Ce système démontre plus que tout autre le caractère réellement démocratique de la justice soviétique.

## Elus au suffrage universel

Les droits des assesseurs du peuple diffèrent radicalement de ceux des membres d'un jury. Logique : leur fondement est tout autre. En Union soviétique, ces droits se fondent sur la doctrine de Lénine selon laquelle les travailleurs doivent participer au pouvoir judiciaire et à la gestion du pays. L'assesseur du peuple, élu sur base d'élections directes et secrètes au suffrage universel, est conscient de ses droits et de sa grande responsabilité vis-à-vis du peuple. La fonction publique de l'assesseur du peuple dure dix jours, pendant lesquels il est dispensé de travail tout en conservant son salaire. Je suis assisté dans mon travail par des ouvriers et des ouvrières, des employés, des

ingénieurs, des médecins et des femmes de ménage, de tous les âges. Parmi eux, j'ai évidemment rencontré des personnes d'éducation, d'expérience et de caractère très différents. Mais jamais il ne m'est arrivé — et je crois que cela s'applique aussi à mes collègues — d'avoir à faire à des personnes indifférentes qui n'auraient pas compris leur tâche principale : prendre à coeur, en tout moment et en toutes circonstances, les intérêts de la société socialiste.

Je n'ai jamais perçu de leur part la moindre réserve ou la moindre crainte à l'égard du juge. Ils faisaient toujours entièrement usage des droits que leur garantit la loi socialiste et ils étudiaient généralement avec la plus grande attention tous les détails de l'affaire à traiter. Je me souviens de cas où, lors des séances que je présidais, les assesseurs du peuple posaient aux parties beaucoup plus de questions que moi-même. Ils étaient en mesure de fixer l'attention du tribunal sur des aspects importants pour le jugement de l'affaire.

Ainsi une requête en dommages et intérêts avait été introduite contre la citoyenne Novikova pour des meubles qui lui avaient été prêtés par l'entreprise où elle travaillait temporairement. Par ses questions, l'assesseur du peuple Potapov avait attiré l'attention du tribunal sur le fait que l'entreprise s'était basée pour le calcul du dommage sur la valeur initiale des meubles sans tenir compte de la baisse des prix intervenue depuis lors. Sans l'intervention de Potapov, le tribunal ne se serait pas

rendu compte de cet aspect des choses. Le tribunal a dès lors débouté le requérant d'une partie de sa demande et Novikova a dû rembourser les meubles au prix du moment.

Ces exemples de ma pratique démontrent que nos assesseurs du peuple sont traités comme des membres égaux de plein droit et qu'ils apportent souvent une aide considérable au juge.

Les ouvrières Snetkova et Grigorjevna venaient souvent au palais de justice une heure avant le début de la séance pour prendre connaissance de l'affaire et examiner les prescriptions légales applicables. L'ouvrière Kovrova, qui travaillait dans une usine à Kiev, s'était tellement intéressée à la justice, qu'après avoir été élue à deux reprises comme assesseur du peuple, elle s'est inscrite comme étudiante à l'Institut judiciaire de Moscou.

Oui, nos assesseurs sont vraiment des assesseurs du peuple. La pratique journalière au tribunal confirme la justesse des paroles de Lénine qui disait que la participation de représentants du peuple à la justice était indéniablement un des fondements de la démocratie socialiste.

(\*) Voici la deuxième partie d'une série basée sur un livre édité à Amsterdam en 1952 par Pegasus. L'auteur est Georgi Feodosjewitsj Iwanow, juge du peuple dans le district Kiev à Moscou.

**La semaine prochaine :** Sous la justice tsariste, pas de justice pour les ouvriers.

## Un déluge de scandales sans fin

Herwig Lerouge

Le déluge de scandales ne connaît pas de répit. Cette semaine a été marquée par l'accusation de détournement de mineurs contre le vice-premier ministre Di Rupo (PS) et contre Grafé, ministre de la Communauté française et de la Région wallonne. Tout le monde tire sur tout le monde : la Justice sur le monde politique, la gendarmerie sur la police judiciaire, et les partis politiques l'un sur l'autre. Le mouvement populaire pour la démocratie ébranle les fondations de l'État bourgeois.

Elio Di Rupo (PS), vice-premier ministre du gouvernement fédéral et Jean-Pierre Grafé (PSC), ministre de la Communauté française et de la Région wallonne, pourront être entendus par la Justice. Le procureur général près la Cour d'Appel de Bruxelles, André Van Oudenhove, a transmis un dossier lundi au Parlement, à la Communauté française et à la Région wallonne. Le nom des ministres a été cité dans une affaire de détournement de mineurs. Les socialistes auraient voulu classer sans suite l'affaire Di Rupo parce que, selon eux, les éléments du dossier seraient insuffisants. Un certain nombre de libéraux ont estimé quant à eux qu'il y avait des éléments assez sérieux pour mettre les ministres en accusation. On est arrivé à un compromis, ce qu'on a appelé la troisième voie. C'est surtout le CVP qui en était partisan. Di Rupo et Grafé ne sont pas inculpés mais la Cour de Cassation se voit «confier une mission générale d'information et d'instruction». Dans le cadre de cette enquête, la Cour peut interroger les ministres.



Elio Di Rupo.

### Un dossier mince ?

Le dossier contre Di Rupo est basé sur le témoignage d'un jeune homme de Genk, un certain Olivier Trusgnach, bien connu dans les milieux homosexuels. Trusgnach est détenu à Hasselt pour un vol chez son employeur Roger Souvereys, propriétaire du restaurant de luxe Scholteshof à Hasselt. Ce restaurant, flanqué d'un hôtel, serait le deuxième meilleur de Belgique. Les prix sont à l'avenant : 3.000 à 5.000 francs les repas. Les prix des chambres et des appartements vont de 2.400 à 8.000 francs la nuit. Bref, ce n'est pas pour vous et moi. On n'y voit que des gens qui ont les moyens. Trusgnach était domicilié au Scholteshof, mais l'avait quitté fin juillet, pendant les vacances de Souvereys, en emportant une partie de l'argenterie et un certain nombre de «documents». Comme réceptionniste, il était bien placé pour savoir qui passait dans ce restaurant et cet hôtel. À son

retour de vacances, Souvereys a tout mis en œuvre pour retrouver Trusgnach et surtout les «documents». La police de Hasselt a même appris que Souvereys voulait mettre Trusgnach «hors d'état de nuire». Ces documents étaient-ils tellement compromettants ? Et pour qui ? Pour Souvereys ou pour ses riches clients ? Il paraîtrait que les deux compères se seraient retrouvés à Londres début octobre, ce que Souvereys nie. Trusgnach a réapparu à Hasselt à la mi-octobre pour se constituer prisonnier auprès de la gendarmerie. Lors de ses déclarations à la gendarmerie et à la police judiciaire, il aurait donné trois versions différentes de son histoire. Le 28 octobre, il a déclaré avoir rencontré Di Rupo et Grafé à l'occasion de soirées homosexuelles avec des hommes d'affaires, de la noblesse et des politiciens de Bruxelles. Des mineurs y auraient participé. Lui-même aurait alors été âgé de quinze ans et aurait été violé à plusieurs reprises. Auparavant, il avait déclaré n'avoir rencontré le ministre qu'à l'âge de vingt ans au bar *Le Garage*. Dans une troisième version, il parle d'une relation suivie avec Di Rupo quand il avait dix-sept ans. Il n'y a que dans la version des soirées que l'on peut parler

de délit.

### Téléguidé ou la partie immergée de l'iceberg ?

La presse socialiste, surtout, présente le jeune homme comme un mythomane. On suggère que c'est la police judiciaire de Bruxelles, et spécialement le commissaire Marnette, qui est derrière toute l'affaire. Trusgnach serait un informateur de la police judiciaire de Bruxelles. Celle-ci lui aurait promis un appui auprès du juge en échange de ses déclarations sensationnelles. Des témoins qui connaissent Trusgnach le dépeignent comme un mythomane.

À la thèse des socialistes, d'autres opposent que le procureur général Van Oudenhove n'aurait jamais pris le risque de transmettre à la rue de la Loi un dossier contre un ministre sans de sérieuses présomptions. Selon le *Nieuwsblad* du 22 novembre, un indicateur de la PJ de Bruxelles aurait cité au moins trois noms de mineurs avec qui le vice-premier ministre aurait eu des relations. L'un d'eux serait Trusgnach. Les deux autres auraient eu treize ou quatorze ans au moment de leurs rapports avec Di Rupo. Grafé est cité dans le même dossier, mais là, il y aurait bien diverses présomptions sérieuses. Par ailleurs, le parquet de Liège mène une autre enquête sur Grafé.

### Justice, gendarmerie et politiciens en panique

Dans des circonstances normales, ces événements resteraient cachés, mais le régime est aujourd'hui en crise. «Le régime va mal... les pouvoirs se tirent dessus : l'exécutif (le gouvernement, ndlr) sur le judiciaire, le judiciaire sur l'exécutif, le législatif (le parlement, ndlr) sur un peu tout le monde», déclare l'ex-président de la Chambre, le libéral Jean Defraigne (1) Le mouvement de masse en faveur de la justice et de la démocratie a semé la panique dans les milieux de la Justice. Les détenteurs du pouvoir ont dû laisser le

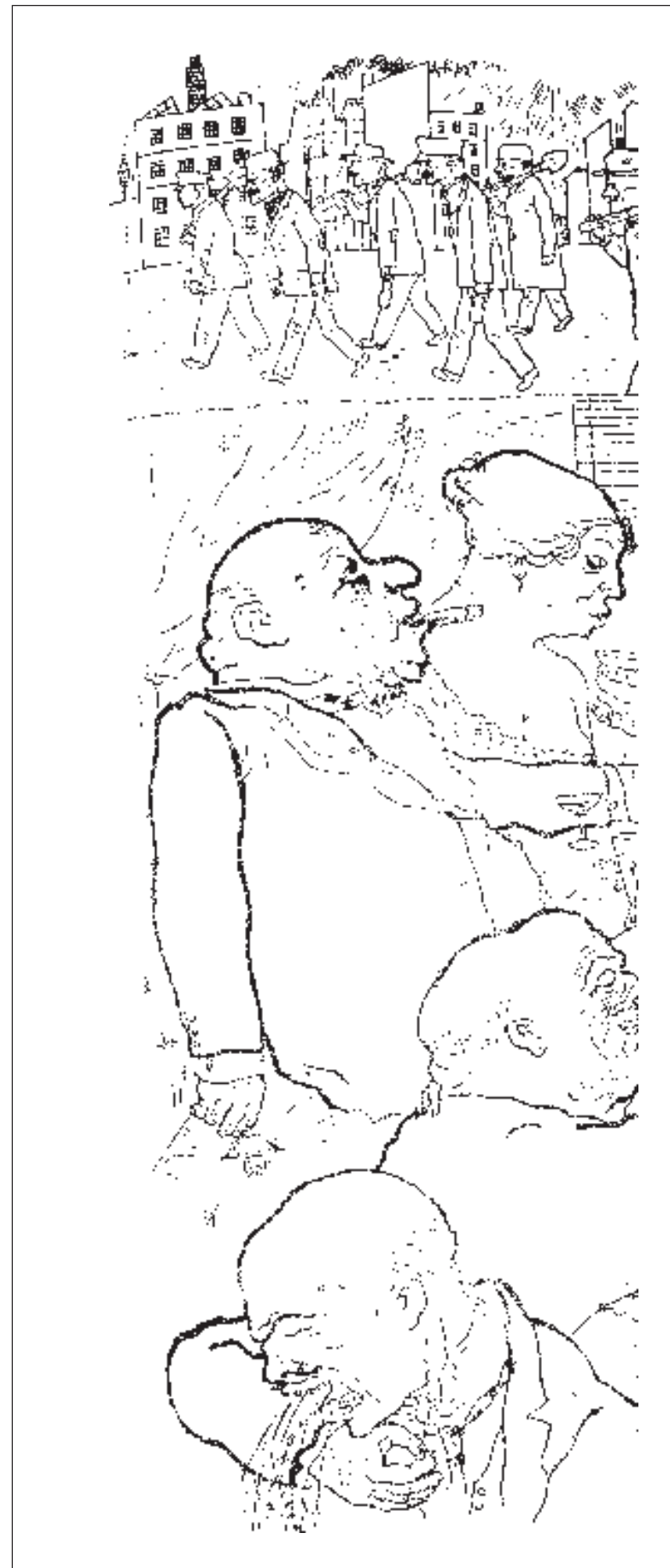
peuple s'exprimer, en particulier les parents, et ce fut le déferlement de la haine accumulée pendant des années contre la justice de classe, la gendarmerie et la démocratie de surface.

Après l'arrêt spaghetti contre Connerotte, la Cour de Cassation était l'institution la plus détestée du pays. C'est alors qu'il est apparu que la gendarmerie avait saboté de manière criminelle la recherche des enfants disparus. Après la gendarmerie, ce sont la PJ et la Justice de Bruxelles qui ont été sur la sellette à la Commission d'enquête sur l'enquête Dutroux. Le commissaire principal Marnette de la PJ de Bruxelles a été écarté de l'équipe des enquêteurs de Bourlet et envoyé en vacances pour trois semaines. Serait-ce sa vengeance ?

Dans les semaines qui viennent, le gouvernement va présenter son projet de réforme de la Justice. Ce plan prévoit un contrôle plus étroit du ministre sur le fonctionnement de la Justice. Tout le monde n'en est pas particulièrement heureux. En tous cas, la presse socialiste replace l'affaire Di Rupo dans ce contexte. *De Morgen* : «Est-il vraiment inconcevable que la récente offensive de divers parquets n'est pas seulement due à la révélation subite de pulsions incontrôlables, mais que la magistrature a simplement voulu montrer les dents au monde politique ? » (2)

Même le journal socialiste liégeois *La Wallonie* parle de vengeance de la Justice. Le journal rappelle la déclaration du procureur général Van Oudenhove du 1<sup>er</sup> septembre 1995 : «Au lendemain des élections législatives (de 1995), d'aucuns ont constaté que le citoyen attachait plus d'importance à son bien-être qu'à la corruption (Agusta, ndlr) et à la crédibilité de ses mandataires. Certains de ces mandataires se réjouissent de ce constat et traînent dans la boue le pouvoir judiciaire qui n'a fait que son devoir en toute indépendance... Le ministère public n'acceptera plus la légèreté avec laquelle l'institution judiciaire est parfois abordée.» (3) Justice contre politique, donc.

# La chasse est



«Cinq heures du matin», dessin de George Grosz, 1921. Les ouvriers et les paysans et hauts placés se vautrent dans des orgies.

### Heureuse coïncidence

Il n'est évidemment pas exclu que l'aile droite du CVP se soit emparée de l'affaire pour détourner l'attention de Kelchtermans et de Pinxten. De même que De Croo y a vu l'occasion de mettre le gouvernement en difficulté.

La gendarmerie peut également se féliciter de la tournure des choses. La semaine dernière, elle était en point de mire. Les parents réclamaient la démission de Vande Lanotte en tant que responsable de la gendarmerie. Le jour

même où la nouvelle sur Di Rupo a éclaté, la commission d'enquête Dutroux procédait à une perquisition au Bureau central de renseignements (BCR) de la gendarmerie. Elle voulait vérifier si le BCR avait détruit des traces de l'enquête sur Dutroux. Au même moment, Pierre Colson, inspecteur à la PJ de Bruxelles, déclarait qu'un gendarme avait empêché l'audition d'un témoin qui avait aperçu Nihoul dans le quartier le jour de l'enlèvement de Loubna Ben Aïssa.

*Le Soir*, 19 novembre 1996.  
2. *De Morgen*, 20 novembre 1996. 3. *La Wallonie*, 21 novembre 1996.

# est ouverte

## Est-ce aller trop loin ?

L'affaire Di Rupo utilisée pour arrêter le mouvement



et les paysans se rendent au boulot. Les riches, les politiciens décadents et d'autres

Les partis bourgeois, et surtout la social-démocratie, profitent de cette affaire pour relancer l'Opération Oubliettes sous le prétexte que, cette fois, cela va trop loin.

Le Parti socialiste parle d'un complot «pour faire tomber le gouvernement et empêcher ainsi la poursuite du travail de la commission Dutroux».

Qu'a révélé la commission que nous ne sachions déjà par la presse ou par les parents ? La semaine passée, quand les critiques contre la gendarmerie dans l'affaire Loubna se sont faites plus précises, on a prononcé le huis clos. Lorsque des commissaires ont exprimé leur indignation devant l'amateurisme des perquisitions chez Dutroux, ils ont été rappelés à l'ordre par le président. Il existe un appel politique de plus en plus clair à maintenir la commission d'enquête derrière des portes fermées. «Peut-être le président de la Chambre devrait-il intervenir... sur le fait que les membres parlent tous azimuts alors que leur conviction ne peut être faite», déclare Defraigne. (1)

La tâche de la commission n'est pas «de faire une enquête précise sur la façon dont les choses (enquêtes, ndr) ont été accomplies, ajoute-t-il. Elle doit aller vers une enquête sur le fonctionnement des pouvoirs» (1). Cela revient à dire que la commission doit servir à justifier les réformes souhaitées par le gouvernement. «Les attentes du citoyen sont très grandes. Il doit donc croire à la possibilité d'améliorer les institutions où règnent aujourd'hui de sérieux conflits internes. C'est particulièrement difficile. Il existe quelques indications quant à la possibilité d'une amélioration et il règne un relatif consensus sur les mesures en préparation en vue d'améliorer le fonctionnement de la Justice.» (2)

### La délation est permise... sauf s'il s'agit d'un ministre

«On ne lynche pas une personne sur la base de rumeurs, déclare Laurette Onkelinx. On ne met pas en accusation quelqu'un sans un dossier solide qui tient la route.» (3) Voilà ce que dit la «dame de fer» par pitié pour son collègue de parti Di Rupo. Et c'est la même Onkelinx qui a envoyé, voici quelques mois, les gendarmes contre de jeunes manifestants. Des dizaines de jeunes ont alors été poursuivis sur base de déclarations tronquées par la même gendarmerie. Il ne s'agissait en aucun cas d'un «dossier solide». Et aujourd'hui, la presse socialiste se plaint de ceux qui «accusent tout le monde pour être certain que personne n'en réchappe, et font le tri après. Et qu'importe les traces que cela laissera, qu'importent les vies brisées.» (4) Mais c'est la gendarmerie du ministre socialiste Vande Lanotte qui mène une campagne fasciste contre le mouvement révolutionnaire kurde dans notre pays. Elle prend d'assaut une station de télévision sous prétexte de lutte contre le trafic de drogue et d'être humains. Quelques semaines plus tard, aucune de ces accusations ne tient plus debout. Mais trois semaines après, la gendarmerie recommence en prenant d'assaut un soi-disant camp d'entraînement à Zutendaal.

«Le doute, la délation, la rumeur, la suspicion nourrissent le soupçon. Et saignent la démocratie dans un hallucinant goutte-à-goutte.» (1) C'est ce que disent aujourd'hui ceux-là même qui, à la veille de la Marche blanche, se félicitaient de l'ouverture du numéro vert de délation de la gendarmerie. Mais aujourd'hui, la délation frappe leurs amis. Même la gendarmerie, dont

l'ordinateur insatiable ne se nourrit que de délation, engage maintenant la lutte contre la délation... de la police judiciaire. À la veille de la publication des soupçons contre Di Rupo et Grafé, un major de gendarmerie du BCR a dressé procès-verbal contre inconnu pour violation du secret professionnel après avoir rencontré un journaliste en possession des pièces en question.

### Les parents doivent se taire

Ce qui dépasse les bornes, pour les partis bourgeois, c'est le mouvement de masse. Maintenant, cela suffit. Au nom des dérapages dans l'affaire Di Rupo, ils veulent imposer le silence au mouvement de masse. Les parents Russo et Lejeune appellent à une Marche rouge pour radicaliser le mouvement. Ils déclarent n'avoir plus aucune confiance dans la commission d'enquête parlementaire. Depuis l'affaire Di Rupo, ils subissent une avalanche d'intimidations et d'attaques. Jean Defraigne : «Les parents (Russo et Lejeune)

se croient investis de missions. C'est dangereux. Mais bien sûr, on les y a encouragés en leur demandant de dire tout sur tout... Il faut faire en sorte que certains — qui ont un rôle, mais aucune responsabilité — cessent de faire des déclarations à tort et à travers.» Même Marie France Botte les attaque sur la question de la Marche rouge et *Le Soir* est rempli de lettres de lecteurs contre les parents.

Mais pour tous ceux qui veulent la justice et la vérité, les révélations ne vont pas encore assez loin. On ne sait toujours rien. Ni sur les réseaux autour de Dutroux, ni sur l'intervention criminelle de la gendarmerie et de la Justice dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, telles que par exemple celle de la bande du Brabant wallon. L'affaire Di Rupo-Grafé n'est qu'un des dossiers dont Van Keer a parlé. Pourquoi ne l'oblige-t-on pas à ouvrir tous les dossiers ?

1. *Le Soir*, 19 novembre 1996. 2. *De Standaard*, 19 novembre 1996. 3. *Le Soir*, 21 novembre 1996. 4. *La Wallonie*, 18 novembre 1996.

## Contre toute exploitation sexuelle

Le PTB s'oppose à l'exploitation de cette affaire aux fins de marginaliser les homosexuels. Homosexualité ou hétérosexualité entre partenaires égaux et consentants est une question qui appartient à la vie privée. Si les ministres ont enfreint la loi et ont abusé de mineurs, ils doivent être punis. Un ouvrier dans une entreprise est licencié pour bien moins que ça. Le PTB s'oppose à l'exploitation, à la pres-

sion et à l'abus de pouvoir dans les relations sexuelles. Les mineurs d'âge doivent être particulièrement protégés. Dans le même temps, les personnalités qui enfreignent la loi sont la proie du chantage, tant de la part de criminels que de la gendarmerie qui constitue un dossier sur tous les hommes politiques. L'enquête doit donc montrer s'il est question, de quelque manière que ce soit, d'un tel chantage.

## Une marche rouge pour la démocratie et contre la gendarmerie

Jamais dans ce pays, la démocratie n'a été aussi vivante que lors de ce mouvement. Des centaines de milliers de gens ordinaires ont discuté du caractère de classe de la Justice, de la gendarmerie, de la corruption... Ils exigent des réformes démocratiques. Ils fondent des comités et organisent des débats suivis par des centaines de gens. Les journaux publient des milliers de lettres de lecteurs. Le contrôle sur l'État bourgeois n'a jamais été aussi fort. Il y a des années que le nom de Grafé a été cité dans des

histoires de ce genre. Mais à l'époque, on a étouffé l'affaire. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Mais le capitalisme ne supporte pas une telle démocratie. Pour le capital, la démocratie, c'est noircir une case tous les quatre ans après une campagne mensongère soutenue à coups de millions. Après, on a juste le droit de se taire, et si l'on proteste, on attrape la gendarmerie sur le dos. La démocratie sous le capitalisme, c'est des sacrifices vingt années d'affilée pour rendre les riches encore plus riches.

Et si on ose faire grève, la gendarmerie intervient contre le piquet. La démocratie est en danger ? Les partis bourgeois nous ont déjà raconté ça à propos de l'affaire Agusta, lors des dernières élections. En agitant la menace de l'extrême droite, ils ont tout couvert à l'époque et ont intensifié leur propre politique criminelle d'extrême droite : Maastricht et sacrifices, loi Vande Lanotte contre les réfugiés, démantèlement des pensions et de la Sécurité sociale, renforcement du pouvoir fami-

neux de la gendarmerie. Ce mouvement ne doit pas conduire à remplacer quelques boucs émissaires par de «nouveaux» politiciens qui mèneront exactement la même politique. Parce que la force de la démocratie bourgeoise, c'est que le pouvoir du capital ne dépend pas de telle ou telle personne. Si demain on remplace Di Rupo par De Galan ou Onkelinx, cela ne changera rien à la politique. Parce que, tout comme Di Rupo, Onkelinx votera le 8 décembre pour le renforce-

ment de la gendarmerie comme le propose Vande Lanotte. Il n'y a de véritable démocratie que lorsque le pouvoir du capital est renversé. Lorsque la voix du peuple ne peut plus être achetée par les millions du grand capital. Lorsque la justice sera rendue par des juges venant du peuple, choisis par lui et révocables comme l'étaient les juges populaires en Union soviétique (voir p.9). Lutter pour la démocratie, c'est prolonger ce mouvement par un programme démocratique. C'est pour-

quoi, une Marche rouge est une nécessité absolue. Une Marche rouge contre la gendarmerie et la Justice. Avec des revendications claires : nous voulons les noms de tous les réseaux autour de Dutroux, il faut punir les responsables du sabotage criminel de l'enquête sur la disparition des enfants, les juges doivent être élus et révocables. Il faut rouvrir l'enquête sur la bande du Brabant wallon. Il faut dissoudre la gendarmerie. La vérité ne sortira que sous la pression massive du peuple.

# Des économies sous le chantage

Caterpillar lève l'occupation après le retrait des licenciements

Les ouvriers de Caterpillar ont entamé une occupation suite au licenciement de 227 de leurs. Sur ce point, la direction de l'usine de Gosselies a reculé. Mais elle réalise quand même les 250 millions d'économie annoncés.

Arthur Stilmant, Michel Mommerency

La porte de la cafétéria est ouverte avec force. Les ouvriers présents le lundi matin (1.800 personnes) sont convoqués par les délégations syndicales à une assemblée. A l'unanimité, ils votent l'occupation. Le mot d'ordre : les travailleurs licenciés doivent être réintégrés !

C'est la colère. Un ouvrier exprime sa fureur : «La direction a tiré sur nous comme sur des moineaux, comme sur des bêtes.» Car les cadres ont eu la délicatesse de téléphoner aux 227 licenciés, le samedi avant, pour leur dire qu'ils ne devaient plus se présenter à l'usine le lundi matin.

Mais, lundi, les licenciés sont là, appelés par les délégués. Et bien déterminés à continuer la lutte jusqu'au bout.

Tout a commencé avant les congés de l'été. La direction de Caterpillar avait annoncé son intention d'appliquer un plan d'économie de 250 millions de francs.

A plusieurs reprises, les travailleurs de Caterpillar ont rejeté ces propositions patronales. Lors du dernier référendum, ce sont plus de 70 % des votants qui ont refusé ce plan, présenté par le conciliateur social Saucez (PS).

La direction a décidé de passer à l'offensive. Lors d'un conseil

d'entreprise extraordinaire, jeudi 14 novembre, elle a présenté le licenciement de 227 travailleurs, la diminution des salaires d'embauche et la réduction des acquis sociaux. Elle voulait forcer une solution.

## Passer la nuit sur des cartons et des mousses

La réaction des travailleurs est à la hauteur de l'événement.

Les licenciés se préparent à une occupation au finish, malgré le fait que la plupart d'entre eux ne se sont pas équipés. Ils passent la première nuit sur des cartons et des mousses. Ils ont gardé leurs vêtements de travail. Etrange hasard : comme lors de l'occupation en 89, le chauffage est coupé... Mais le moral des ouvriers reste intact.

Si la direction de Caterpillar reçoit le soutien de Fabrimetal, l'organisme patronal des fabrications métalliques, les travailleurs voient défiler des enseignants, des délégations de Boël et de Volkswagen. Un millier d'ouvriers des Forges de Clabecq manifestent leur solidarité dans les rues de Tubize.

Lundi après-midi, pendant de nombreuses heures, les permanents syndicaux provinciaux et régionaux rencontrent la direction



La lutte des travailleurs de Caterpillar a anéanti les projets les plus catastrophistes de la direction. Mais le programme patronal de 250 millions d'économies est passé.

et proposent une commission paritaire nationale. Le patron est d'accord de suspendre les licenciements, si les syndicats acceptent de discuter les 250 millions d'économie et d'arrêter l'occupation. On peut se poser la question s'il fallait négocier dans ces conditions-là. Après de longues discussions, les travailleurs arrêtent leur action "pour voir ce que la direction a derrière la tête". Le travail reprend donc, mais les licenciés continuent à occuper. Le patron va imposer aux délégués

des négociations au finish. Le mercredi, après 22 heures de négociations non-stop, les délégués arrivent devant l'assemblée de l'équipe du matin avec la proposition (voir cadre) qui sera acceptée à main levée.

Les travailleurs, enthousiastes, entament l'*Internationale*. Ils estiment avoir fait reculer le patron. Un ouvrier s'exclame : «A un moment, j'ai eu peur de devoir céder à cause de la fatigue. Mais en pensant à ce que le patron nous avait fait, j'ai décidé de rester

jusqu'au bout. Nous ne devons pas devenir des esclaves».

Il est vrai que les travailleurs en lutte ont anéanti les projets scandaleux de licenciement. Il est vrai que ce combat a suscité une solidarité importante de la part des autres travailleurs de la région et d'ailleurs. Il est vrai que les ouvriers ont montré leur force. Mais il est vrai aussi que le programme de 250 millions d'économies est passé. Et n'est-ce pas cela que voulait le patron ?

## Cater-pillard

Face à la dictature des multinationales, un programme anticapitaliste

Caterpillar est-elle une entreprise en difficultés ? A entendre la direction, on pourrait le penser. Mais la réalité des chiffres est différente. En 1995, la multinationale a fait neuf milliards de bénéfices. Et Gosselies plus de trois milliards durant ces trois dernières années. Sans compter les 500 millions par an qui vont au centre de coordination.

Mais cela ne suffit pas aux capitalistes. Il faut plus. Il faut être leader. Et toute la stratégie est orientée dans ce sens.

Pour cela, la direction a élaboré d'abord le plan PWF (Plant with a future — Usine avec un avenir). Celui-ci a coûté 1.500 emplois à l'usine de Gosselies. Aujourd'hui, Caterpillar a un nouveau projet pour doubler ses bénéfices. Ce dernier contient deux volets. D'une part, il y a une économie de 250 millions sur la masse salariale à Gosselies, mais aussi 540 millions sur les entreprises sous-traitantes, qui les répercuteront sur leurs travailleurs.

D'autre part, le plan prévoit un investissement de 1,2 milliard à Gosselies pour augmenter la

capacité de production de 7.500 à 12.500 machines, même avec une baisse de l'emploi. Cette concentration de la production aura comme conséquence des fermetures et des licenciements dans d'autres sièges.

Cette absence de préoccupation humaine est caractéristique de la politique d'une multinationale comme Caterpillar. Elle est prête à bafouer tous les principes, pourvu que son plan soit appliqué.

Elle a un accord avec la Région wallonne sur l'obtention de deux milliards de subsides. Selon celui-ci, c'est pour garantir l'emploi de l'usine de Gosselies à un niveau de 4.900 personnes. Mais, aujourd'hui, on en est à 3.500. Et le but de nouveau programme est de réduire encore ce nombre.

Les gens qui restent devront travailler plus dur. Ils seront moins nombreux, alors que la production pourrait augmenter de 70%.

Pour faire passer son plan, la direction de Gosselies utilise toutes les manipulations, chantages contre les ouvriers. La dernière en date est le référendum proposé par le conciliateur social : il avait

brandi la menace des licenciements pour que le travailleur vote en faveur du projet patronal.

Et si les salariés refusent malgré tout, la direction opte pour la dictature ouverte : le licenciement pur et simple.

Par l'occupation, les travailleurs ont montré leur force. Ils ont reçu le soutien de nombreuses délégations de la région et d'ailleurs. Les employés ont décidé de faire grève 24 heures. A Charleroi, les sidérurgistes de Cockerill Sambre, qui ont refusé par deux fois une baisse salariale soi-disant pour sauver l'emploi, auraient certainement appuyé la lutte à Caterpillar. Le syndicat du métal FGTB, la CMB, avait distribué un tract aux entreprises du secteur.

Vu cette solidarité, nous pensons qu'il était possible de récuser le chantage, tout en maintenant ses revendications : la réintégration des licenciés qu'on a obtenue, mais aussi le maintien des acquis sans toucher aux salaires et conditions d'embauche de jeunes.

Mais le combat continue. Sur trois fronts : l'union des sièges pour combattre les licenciements et

fermetures; la récupération des acquis perdus; l'expropriation de

multinationales comme Caterpillar.

## Les points importants de l'accord

- Les 227 sont réintégrés.
- La prépension est introduite à 52 ans sur base volontaire avec embauche de deux jeunes pour trois prépensionnés.
- En fonction des "nécessités économiques", il y aura des périodes de chômage de 4 à 18 semaines, dites "chômage de longue durée".
- Les parties s'engagent à demander une dérogation pour l'engagement de stagiaires ONEm.
- Pour tous les travailleurs, la prime d'ancienneté (1 F d'augmentation du salaire horaire chaque année) n'est pas accordée pendant trois ans. Ces 3 francs sont perdus définitivement.

- Pour les nouveaux embauchés, le salaire minimum d'embauche est diminué de 9 % et le salaire maximum de 3 %.
- Les jeunes pourront prendre les jours de congé d'équipe (six jours accordés pour l'après-midi et la nuit) sans solde, mais avec un rattrapage : un jour payé après une année de travail; deux jours payés après deux ans et ainsi de suite.
- Les autres acquis (réduction du temps de travail, prime d'équipe, etc.) sont conservés.
- Les délocalisations annoncées n'auront pas lieu et l'investissement de 1,2 milliard se fera bien à Gosselies.
- La paix sociale est signée pour trois ans.

# Cent gendarmes contre un camp de vacances

## Nouvelle action de terreur contre les Kurdes

L'association culturelle *Konkurd* organise régulièrement des camps destinés à mieux faire connaître leur culture et leur histoire aux jeunes Kurdes. A Zutendaal, dans le Limbourg, des gendarmes armés ont envahi un de ces camps. Imaginez que cela arrive à l'un de vos enfants...

Hilde Meesters

Plus de cent gendarmes, un hélicoptère, cinq fourgons cellulaires, une autopompe et même des ambulances envahissent une ferme limbourgeoise. Aux côtés de la BSR de Bruxelles et de l'Unité spéciale d'intervention, successeur de la brigade Dyane, figure un représentant turc des forces de l'ordre.

Les 35 personnes participant au camp de vacances sont arrêtées. Tous les documents sont saisis. Les jeunes des Pays-Bas, d'Allemagne et du Danemark sont immédiatement expulsés du pays. Personne ne pourra entendre leur version des événements. Immédiatement, des communiqués de la gendarmerie et du parquet sont repris tels quels par la plupart des médias. La gendarmerie veut faire croire à la population qu'il s'agissait d'un «camp semi-militaire et de propagande des terroristes du PKK, une organisation interdite en Turquie». (1) Les mineurs d'âge y «séjournaient depuis des semaines contre leur gré et y étaient endoctrinés». Selon *De Morgen*, «plusieurs mineurs d'âge étaient portés disparus par leurs parents en Allemagne. Ils portaient presque tous des vêtements de camouflage.» (2)

### La terreur préparée contre tous les progressistes

Il suffit donc que quelques jeunes portent des chemises kaki pour qu'on parle de vêtements de camouflage. Par ailleurs, si les journalistes avaient contrôlé le récit de la gendarmerie et du parquet, ils auraient vite appris qu'il n'était nullement question de disparitions d'enfants. Le «journaliste» Olivier Van Vaerenbergh écrit dans *Le Soir*: «Les documents saisis ne seraient que des livres d'histoire, évidemment tendancieux pour la cause kurde et le PKK.» (3) Il est donc interdit de posséder d'autre lecture que les



La gendarmerie a réprimé violemment la lutte pour un enseignement démocratique. La semaine dernière, elle a attaqué un camp de jeunes à Zutendaal. La gendarmerie est l'ennemie de tous les progressistes.

éloges du régime fasciste en Turquie !

Cette action fasciste est une suite de l'Opération Spoutnik. En septembre, la gendarmerie a envahi, sans mandat, les locaux de la chaîne de télévision kurde Med-TV. Tout le matériel saisi et n'a jamais été restitué. Quatre Kurdes sont restés en prison durant un mois. Ils ont successivement été accusés de blanchiment d'argent, de formation de bande, de trafic d'êtres humains et d'endoctrinement de mineurs. Haydar Agbaba, libéré à deux reprises a été immédiatement arrêté à sa sortie de prison, sur base d'une nouvelle accusation aussi fautive que les précédentes. Finalement, aucune des accusations n'a pu être

retenue. Toutes ces attaques visent à criminaliser les organisations révolutionnaires et culturelles kurdes. Elles servent en même temps à préparer des actions futures contre tous les progressistes dans notre pays.

### Avec des fascistes et la mafia turcs

Le 9 juillet 1996, le commandant de gendarmerie Deridder (SP) a conclu un accord avec le chef de la sûreté turque, Yüksel. Le contenu de cet accord (voir encadré) est clair : la Belgique collabore avec le régime turc dans la lutte contre tous les progressistes et révolutionnaires. Le fait que cet accord ait été

conclu sous prétexte de lutter contre la drogue, le terrorisme et le crime organisé est particulièrement cynique. Début novembre, le ministre turc de l'Intérieur, Agar, l'un des initiateurs de l'accord de sécurité, a été contraint de démissionner après un accident de circulation mémorable. Dans la voiture se trouvaient, hormis un arsenal d'armes, Abdullah Catli, membre de la milice fasciste "Les loups gris", recherché depuis 18 ans par Interpol, ainsi que le vice-président de la Sûreté d'Istanbul, Hüseyin Kocadag et une femme, Gonca Uz, connue pour ses relations avec des personnages du milieu, mais également avec le service de renseignement turc, le MIT. Cet événement illustre les liens étroits entre les services de renseignement, la mafia et les fascistes. Lors de son transfert à l'hôpital, le seul survivant de l'accident, le parlementaire Sedat Bucak, réclamait un sac blanc contenant dix milliards de lires turques... (4) La lutte contre les Kurdes en Belgique s'inscrit dans la ligne de l'Otan : briser la lutte d'indépendance kurde pour préserver le contrôle de l'Otan sur les oléoducs situés dans le sud-est de la Turquie. Mais il y a plus. L'été dernier, Tractebel a obtenu un contrat de dix milliards de francs pour la construction d'un barrage à Belecik. Le régime turc aurait obtenu des garanties du gouvernement belge pour qu'en échange du contrat accordé à Tractebel, il adopte une attitude plus ferme à l'égard du PKK et à l'égard de toutes les organisations kurdes, comme c'est le cas en Allemagne.

1. Journal télévisé BRT, 22 novembre 1996. 2. *De Morgen*, 23 novembre 1996. 3. *Le Soir*, 23 novembre 1996. 4. *Info-Türk*, n° 228, sept.-oct., p.1.

## Accord de Sureté Belgique-Turquie

«L'accord incluait... la contrebande internationale de drogue, le terrorisme, le crime organisé, la coopération sur l'immigration illégale, les travailleurs illégaux, la formation d'experts et la nomination des équipes de liaison.

Deridder a exprimé sa confiance que les mesures seraient mises en vigueur rapidement... en dépit des différences entre les deux pays... A propos de MED-TV, Deridder a répondu que la police belge ferait de son mieux dès qu'elle aurait des preuves concrètes. [II] a reconnu la présence de bureaux du PKK en Belgique et a dit que les représentations avaient été surveillées mais a averti que son département avait une autorité limitée du fait

qu'il s'agissait d'une matière politique. Quand un journaliste l'a confronté avec le fait que la Belgique a des dossiers sur plus de 100.000 citoyens turcs en Belgique, Deridder a répondu que de tels dossiers étaient dressés aussi sur des citoyens belges. Que cela fait partie d'un effort réussi pour comprendre la structure de la communauté turque. Après la cérémonie, Deridder et Yüksel ont rencontré le ministre de l'intérieur, Mehmet Agar. Agar a dit que le grand nombre de Turcs en Belgique et la montée de l'activité terroriste là-bas rendait la coopération entre les deux pays particulièrement importante.» (Info-Türk, 228, p 3, Agence de presse Anadolu)

## AGENDA

### Bruxelles

**Rencontre internationale avec B. Brecht**  
Jeudi 28 novembre, 20h : vernissage de l'exposition. — Vendredi 29 novembre, 20h30 : "A ceux qui viennent après nous". Chant, poésie, musique. — Samedi 30 novembre, 10h30 : rencontre avec Gisela May. 15h : "Un autre art pour un autre monde", colloque. 20h30 : "De Berlin à Bruxelles, Gisela May chante Bertolt Brecht". Infos et réservation : tél. et fax 02/660.37.33.

### Dworp

**Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre, 10-18h**  
Week-end de rencontre de Médecine pour le Tiers Monde et de Médecine pour le Peuple. Centre Destelheide, Dworp. Infos et inscriptions : 09/344 92 44.

### Liège

**Mercredi 27 novembre, 19h30**  
"Le matérialisme dialectique et historique". Séminaire marxiste MML. ULg. Résidence A. Dumont, Place du XX août.

### "C'est du Belge"

**Vendredi 29 novembre au dimanche 1er décembre.** Weekend national de MML. Pour étudiants. Tournée de trois jours à travers la réalité sociale belge. PAF : 2.000 F (tout compris). Infos et inscriptions : MML, tél. 02/513.77.60.

### Charleroi

**Jeudi 5 décembre, 19h**  
Saint-Nicolas accueillera ceux qui veulent consacrer un peu de temps et d'argent au nouveau centre "La Braise", rue Zénobe Gramme 21, 6000 Charleroi.

### Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

27 nov., à 20 h. En français. 100 F.  
En collaboration avec la revue  
*Etudes Marxistes.*  
**L'Union soviétique de 1991 à 1996**  
Ludo MARTENS

29 nov., à 20 h. En français. 100 F.  
**Neuf siècles depuis les Croisades**  
Lucas CATHERINE

3 déc., à 20 h. En français. 100 F.  
Troisième leçon de l'  
ECOLE D'ECONOMIE MARXISTE  
**Les nouvelles technologies et les relations sociales du capitalisme**  
Jacques GOUVERNEUR

5 déc., à 20 h. En français. 100 F.  
**Que penser des révélations sur l'affaire Dutroux?**  
Michel BOUFFIQUOIX,  
Jean-Pierre DESTAERCKE et  
Michel GRAINDORGE.

6 déc., à 20h. En turc et en français. 100F.  
**Turquie - Kurdistan**  
**Le peuple est notre barricade**  
Oya GÖKBAYRAK

7 déc., à 17 h. En fr. & néerl. Entrée libre.  
Apéritif Poétique - Débat  
**Poésie et pouvoir**  
Frieda GROFFY, Eric BROGNIEZ et Willem M. ROGGEMAN

# La grande bourgeoisie zairoise en crise

La seule voie pour les progressistes zairois est de s'associer à la lutte de libération

**Mobutu s'accroche au pouvoir dans un vaudeville soigneusement mis en scène. Le ton conciliateur de Tshisekedi envers lui contraste avec le langage guerrier du gouvernement à l'adresse du mouvement de libération.**

Tony Busselen

La visite de Tshisekedi a confirmé une fois de plus que celui-ci considère le dictateur Mobutu comme un partenaire politique acceptable : «C'est aujourd'hui que les deux chefs de file vont se souder. Il faut des gens qui aient une assise politique dans le peuple et qui aient sa confiance. C'est le cas maintenant : la famille politique du président Mobutu a une assise politique dans le pays et la mienne aussi.» (1)

Grâce à cet entretien sollicité par Tshisekedi lui-même, Mobutu dispose dorénavant de deux armes contre les rebelles dirigés par Kabila : la carotte (Tshisekedi) et le bâton (Kengo Wa Dondo).

Tshisekedi veut convaincre Kabila d'accepter provisoirement l'autorité de Mobutu. La Conférence Nationale avait accordé fin 1992 le droit à Mobutu de désigner le premier ministre d'un gouvernement de transition qui devait préparer des élections. «La seule solution durable consiste à revenir au consensus de la Conférence Nationale Souveraine. Tout le monde doit respecter ce consensus, y compris monsieur Kabila.» (2)

Au lendemain de la rencontre dans le midi de la France, Kengo Wa Dondo, toujours premier ministre

en exercice, a tenu un langage tout à fait différent. Il a annoncé la reconquête de Goma et de Bukavu par l'armée zairoise, insinuant même que le Zaïre romprait ses relations diplomatiques avec l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi.

L'entretien entre Mobutu et Tshisekedi démontre la faiblesse de la grande bourgeoisie zairoise. Depuis six ans de "période de transition" et alors qu'il est presque moribond, Mobutu continue à jouer un rôle-clé au sein de cette bande d'opportunistes pourrie jusqu'à la moelle. A tel point qu'il peut maintenir l'ambiguïté sur le véritable premier ministre du Zaïre : Kengo Wa Dondo ou Tshisekedi. «La grande bourgeoisie zairoise est parasitaire au point de n'avoir guère un esprit de classe et un esprit de parti. Ce n'est pas un hasard si cette classe de la bourgeoisie bureaucratique et compradore n'a pu trouver son unité qu'en se soumettant complètement à l'impérialisme, à l'armée et à un dictateur.» (3)

## Le chemin de la libération est long

Dans une interview au *Soir*, Laurent Kabila réagit à la représentation donnée par cette



Mobutu et son entourage sont responsables de la ruine de notre pays, estime le dirigeant du mouvement de libération dans l'Est zairois, Laurent Kabila.

grande bourgeoisie : «La conférence nationale : nous n'y sommes pas allés, car cette conférence voulue par le peuple et qui devait apporter le changement, a été dès le départ infiltrée, manipulée par les agents de Mobutu. Ses résultats étaient faussés et même ses résolutions n'ont pas été appliquées. A mes yeux, un gouvernement légitime doit exclure la mouvance présidentielle qui a conduit à la ruine, qui n'a aucun projet politique, sauf garder le pouvoir par tous les moyens. C'est le temps du changement.» (4)

L'attitude de Kabila contraste donc singulièrement avec celle de

l'opposition bourgeoise qui, en pleine crise du régime, serre les rangs autour du vieux dictateur. La lutte de libération dans l'est du Zaïre mérite le soutien des progressistes et démocrates zairois. Mais leur lutte sera sans aucun doute de longue durée. Elle ne sera pas seulement dirigée contre la dictature mobutiste, mais également contre les grandes puissances impérialistes qui ont porté le dictateur au pouvoir et qui veulent l'y maintenir afin de préserver leurs intérêts dans la région. Les grandes puissances disposent encore de nombreuses réserves. L'Europe et les Etats-

Unis se préparent à une période d'instabilité de plusieurs années durant laquelle elles rivaliseront pour s'assurer le contrôle stratégique du Zaïre. Les révolutionnaires zairois ont pour tâche, en suivant l'exemple de Mulele dans les années 60, d'asseoir leur mouvement sur base d'un travail d'éducation en profondeur, d'organisation et de mobilisation des masses populaires.

1. L'Humanité, 22 novembre 1996. 2. Le Soir, 22 novembre 1996. 3. Ludo Martens, Continuité néocoloniale ou révolution populaire ?, 1990, page 9. 4. Le Soir, 23 novembre 1996.

## Un million de réfugiés, libérés de la terreur

Des archives de Rwandais de l'ancien régime génocidaire dévoilent la vérité

Dirk Van Duppen

Les archives de l'ancienne armée rwandaise, en fuite après la libération du camp de Mugunga dans l'est du Zaïre, révèlent toute la vérité. Par la terreur, l'intimidation et la désinformation, les génocidaires ont maintenu un million de réfugiés en otage pendant deux ans et demi. Ils utilisaient l'aide humanitaire pour s'armer. Ils avaient préparé des plans pour envahir le Rwanda, reconquérir le pouvoir et achever le génocide.

De nombreux journalistes ont visité le camp de Mugunga. L'envoyé spécial du *Morgen* explique : «Dans le fossé, des documents secrets sont éparpillés sur une distance de plusieurs centaines de mètres. Ils proviennent de l'armée Hutu en exil. L'un de ces documents est un manuel de guerre : «Premier commandement : appliquer rigoureusement la loi de la mafia. Qui parle, meurt.

Le but est d'obliger les individus à collaborer avec nous.» D'autres méthodes d'action sont expliquées en détail, comme le lancement de «campagnes de rumeurs pour provoquer une psychose au sein de la population rwandaise. Pour mener des actions sur le territoire rwandais et ailleurs, il faut rechercher des "alliés objectifs", parmi lesquels les coopérants des organisations humanitaires favorables à la cause Hutu et expulsés du Rwanda.» (1) L'enquête des Nations unies sur le trafic d'armes dans la région confirme également que les milices Hutu obtenaient l'argent nécessaire à l'achat de leurs armes en extorquant à chaque famille des camps de réfugiés de l'est du Zaïre une taxe mensuelle d'une dizaine de dollars, représentant une partie de la ration alimentaire. Dominique Le Guilledoux, correspondant du *Monde* : «On lit là toute l'organisation du camp, véritable Etat dans l'Etat. Des feuilles de paie de

soldats de l'ancienne armée rwandaise, des feuilles d'impôts aussi, car les réfugiés étaient soumis à contribution. Parmi les rapports militaires, écrits à la main sur des cahiers de l'Unicef..., l'un raconte par exemple une embuscade à Nuakiliba. Daté du 20 septembre, ce rapport explique comment "tout s'est bien passé". "La seule erreur commise par le chef d'équipe est d'avoir dévié de l'itinéraire prescrit, dit-il. Pertes subies : néant." Cette opération a eu pour principale conséquence la riposte du FPR : une attaque, le 12 septembre, contre le camp de réfugiés de Kanama, près de Gisenyi, massacrant entre cent et cent cinquante civils. La communauté internationale s'en était émue. Kigali plaçait sa bonne foi en disant que ses hommes avaient été pris dans un guet-apens. En écrivant son rapport, l'auteur de l'embuscade jubile. Sa suggestion est "de monter, chaque semaine, quatre actions en quatre endroits

différents : cela conduirait à une réaction incontrôlée du FPR et à une réaction positive de la communauté internationale en notre faveur". Cet homme, auteur du rapport, a-t-il rejoint le maquis du Masisi, où les combats se poursuivent, ou est-il dans le flot des réfugiés qui avancent sur Kigali, se demande le journaliste du *Monde*. La présence de ces hommes dans le flot des réfugiés a également étonné. Elle laisse supposer qu'un nombre important de miliciens s'est intégré à la foule. Quel rôle vont-ils jouer au Rwanda ?» (2) Colette Braeckman dans *Le Soir* critique vertement l'aide humanitaire occidentale : «Que faire ? Pour vaincre la faim, nourrir ce peuple rentré au pays en déjouant les prévisions des stratèges, les Rwandais ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Où sont les 180 ONG qui tournent d'ordinaire sur l'asphalte de Kigali ? Où sont les vivres qui normalement auraient dû être

distribués dans les camps de réfugiés du Zaïre ? Pourquoi l'aide alimentaire s'est-elle volatilisée ?» (3) Le peuple rwandais devra avant tout compter sur ses propres forces pour résoudre cet immense problème humanitaire. De même, c'est finalement le peuple zairois qui est parvenu à apporter un changement décisif dans le problème des réfugiés. L'ambassadeur rwandais à Bruxelles résume la situation : «Les rebelles zairois ont accompli la tâche de la communauté internationale. Pendant deux ans, celle-ci s'est contentée de regarder. A l'époque nous avions pourtant déjà demandé de séparer les soldats Hutu de la population civile. Ils n'ont rien fait. Nous sommes fiers que les Africains aient pu résoudre ce problème eux-mêmes.» (1)

1. De Morgen, 20 novembre 1996. 2. Le Monde, 19 novembre 1996. 3. Le Soir, 20 novembre 1996.

# La peste américaine : nouvelle menace pour l'Afrique

Le choléra français a encaissé des coups, mais il peut encore semer la mort

**L'impérialisme français a subi de lourdes pertes en Afrique. Les Américains en profitent pour étendre leur influence, tout en limitant au maximum les moyens investis. Les peuples d'Afrique doivent non seulement se libérer du choléra français, mais également empêcher la peste américaine de les plonger à nouveau dans la misère et la mort.**

Dirk Van Duppen

Les zones d'influence françaises se situent essentiellement en Afrique occidentale et centrale. Le pays le plus riche est le Zaïre de Mobutu, toujours soutenu par la France. Les Américains contrôlent surtout l'Afrique orientale et australe, y compris la corne de l'Afrique et la région du Golfe.

Depuis le génocide au Rwanda, de profonds glissements se produisent en Afrique centrale. La France a d'abord perdu un allié fidèle en la personne d'Habyarimana, le dirigeant du régime génocidaire rwandais. Dans leur rivalité avec la France, les Américains tentent de nouer de bonnes relations avec le nouveau gouvernement rwandais. Ils renforcent leur emprise sur le Burundi et l'Ouganda est leur allié. Ils soutiennent les rebelles chrétiens du Sud-Soudan, alors que la France soutient le régime islamiste soudanais. Les Américains ont inclus l'Éthiopie et l'Érythrée dans leur zone d'influence.

Cette rivalité entre les deux grandes puissances en Afrique centrale se concentre dans cette zone-clé constituée par les provinces orientales du Zaïre, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. La province du Kivu recèle en outre

d'importantes richesses minières. Dans le Sud-Kivu, on exploite l'or, l'argent, le béryl, le bismuth, le fer, le tantal, le tungstène... Une énorme réserve de méthane, située sous le lac Kivu, intéresse vivement les sociétés américaines. Le Nord-Kivu contient des réserves de niobium, un produit vital pour l'informatique et la construction aéronautique. Il est déjà exploité par des sociétés allemandes, mais des groupes canadiens s'y intéressent aussi.

La libération du Kivu par les rebelles zaïrois a écarté la France de la région. Ces dernières années, ces provinces orientales du Zaïre avaient développé une économie autonome de la dictature mobutiste. La plupart des multinationales actives dans la région ont leur siège non à Kinshasa, mais à Kigali ou à Bujumbura. Les exportations et les importations s'effectuent via les ports de Tanzanie et du Kenya et l'Océan indien. Si la province du Kivu parvient à échapper au contrôle politique et militaire de Kinshasa (et donc à l'influence française), d'autres provinces pourraient suivre l'exemple, comme le Shaba. Ces provinces sont aussi riches en matières premières et... en mouvements rebelles. En outre, le régime de Mobutu, le



La région des Grands Lacs, zone-clé où se concentre la rivalité des grandes puissances France et Etats-Unis.

dernier allié de la France, risque d'imploser et le mouvement de Kabila a infligé de lourdes pertes aux troupes et milices de l'ancien régime rwandais réfugiées au Zaïre.

Un fauve traqué et blessé peut lancer une attaque inattendue et dangereuse. Les milices interahamwe s'infiltrèrent massivement dans le flux de centaines de milliers de réfugiés qui regagnèrent le Rwanda. Les représentants des organisations humanitaires inter-

nationales, qui patrouillent dans leurs véhicules tous terrains et surveillent les autorités rwandaises, empêchent celles-ci d'effectuer un contrôle sérieux à la frontière. Le porte-parole des milices interahamwe en Belgique, Jan Van Erps, ancien membre de Médecins sans frontières et député CVP à la Chambre, annonce des provocations armées visant à déstabiliser le nouveau Rwanda.\* Mobutu compte sur une intervention française pour occuper Buka-

vu. Il modernise sa force aérienne et ses troupes d'élite en vue d'une contre-offensive. Entre-temps, les Etats-Unis tentent d'accroître leur influence auprès des forces anti-françaises au Rwanda et dans la région libérée du Kivu.

Cette situation rappelle celle de la décolonisation à la fin des années 50 et au début des années 60, lorsque des mouvements d'indépendance nationale ont libéré l'Afrique du joug colonial européen. L'impérialisme américain en a profité pour remplacer le colonialisme européen anachronique par leur propre néocolonialisme. Les Etats-Unis définissaient leur politique africaine comme "anticoloniale", mais dans les faits, elle était aussi réactionnaire et oppressive. Dans certains pays africains où les révolutionnaires étaient parvenus à libérer des territoires, comme Lumumba et Mulele au Zaïre, les Américains ont porté des dictateurs sanguinaires au pouvoir, comme Mobutu. C'est une leçon historique importante pour les mouvements actuels qui combattent l'impérialisme français et ses alliés locaux et à qui les Etats-Unis accordent leur soutien.

Les Rwandais quant à eux n'ont pas oublié que durant le génocide, les Etats-Unis avaient interdit à leurs ambassades d'utiliser le terme de "génocide". Les Américains voulaient notamment éviter la création d'une "Convention internationale contre le génocide", qui les aurait obligés à soutenir toutes les forces capables d'arrêter les génocidaires.

\* Magazine "Voor de Dag", BRTN, 18 novembre 1996.

## Des centaines de milliers de réfugiés rentrés chez eux

Le Rwanda a besoin de votre soutien pour la reconstruction

Hilde Meesters

Près d'un million de réfugiés rwandais rentrent chez eux. Les rebelles zaïrois les ont libérés des militaires et des milices de l'ancien régime génocidaire qui contrôlaient les camps. L'accueil d'un million de réfugiés dans un pays pauvre et dévasté est une tâche immense. Le Rwanda a besoin de notre soutien. Le président rwandais a lancé un appel : «Au lieu d'investir des milliards dans une intervention militaro-humanitaire, cet argent pourrait plutôt être utilisé pour soutenir la reconstruction de notre pays et pour l'accueil des réfugiés.»

Depuis le génocide de 1994, Médecine pour le Tiers Monde soutient des projets au Rwanda : un village pour enfants, le parrainage financier d'orphelins. Un choix conscient pour aider les

nouvelles autorités dans la reconstruction du pays sur une base antiraciste, dans la justice et la paix. Par ailleurs, Médecine pour le Tiers Monde envoie sur place du matériel et des personnes pour les programmes d'aide aux réfugiés. Médecine pour le Tiers Monde collabore avec *Umuvura*, une organisation locale de femmes. Pour l'affectation de ses fonds de soutien, Médecine pour le Tiers Monde collabore avec la Croix-Rouge rwandaise.

Vous pouvez aussi nous aider à récolter un million de francs pendant les fêtes de fin d'année.

1. En participant à la vente de spéculoos, de cartes de vœux africaines, et du puzzle "Unifions l'Afrique".

2. En devenant parrain ou marraine d'un enfant rwandais. Votre contribution de 1.000 F par mois sera consacrée pour moitié à

l'entretien de l'enfant et pour l'autre moitié au projet "Un village pour enfants" (reconstruction). Vous serez régulièrement informé de la situation de votre filleul.

3. En participant à la journée d'action pour la paix organisée par la LAI le 21 décembre. Les membres de la LAI descendront dans les rues des grandes villes pour récolter de l'argent pour le nouveau Rwanda.

4. En organisant vous-même dans votre commune une Boutique Tiers Monde. Sur un étal fourni par la LAI, vous pourrez vendre de l'artisanat du monde entier, des T-shirts, des brochures, des autocollants... Le bénéfice sera consacré au projet Rwanda.

5. En envoyant une petite lettre à vos proches, amis et collègues pour leur demander de soutenir nos projets. Un modèle de lettre peut être obtenu à la LAI.

6. En versant un soutien au compte n° 001-1951388-18 de Médecine

pour le Tiers Monde, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

### Soutien au nouveau Rwanda

Nom :

Adresse :

Code postal et commune :

Tél. :

Je commande .... sachets de spéculoos (100 F) / .... sets de cartes de vœux (100 F)/ .... puzzles (100 F)

Je souhaite devenir parrain/marraine d'un enfant rwandais. Merci de m'envoyer les documents requis.

Je souhaite tenir une Boutique du Tiers Monde le ....

Je commande ..... lettres à envoyer à ma famille et mes amis

Je désire participer à l'action pour la paix du 21 décembre.

Je commande .... exemplaires du dossier "Le Rwanda exige justice" (160 F).

A renvoyer à la Ligue Anti-Impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles - Tél. :02/513.53.86 - Fax : 02/513.98.31.

# Un artiste a deux yeux, le parti en a des milliers

Représentation du groupe révolutionnaire Yorum à Hasselt le 7 décembre

Le Centre artistique et culturel *Anadolu* a rouvert ses portes à Istanbul le mois dernier, après avoir été fermé durant des années sur ordre de l'Etat turc. Une délégation de la Ligue Anti-impérialiste était présente. Elle y a rencontré le groupe musical *Yorum*, numéro un des groupes démocrates et révolutionnaires turcs dans le pays et à l'étranger.

Laetitia Van Cauwenberghe,  
Diane Vangeneugden

## Comment expliquez-vous votre immense popularité ?

**Hakan Alak.** Le peuple turc est confronté à d'innombrables problèmes. Nous ne nous limitons pas à faire des chansons, mais participons également à la vie révolutionnaire. Lors de la grève de 40 jours des mineurs de Zonguldak, nous étions avec eux sur les barricades. C'est en vivant avec les ouvriers et en partageant leurs soucis que nous sommes en mesure de créer nos chansons.

## Le groupe Yorum continue à se produire, même si certains de ses membres sont en prison !

**Hakan.** A chaque arrestation, de nouveaux musiciens nous rejoignent. C'est notre force. Après les dernières arrestations, notre groupe s'est étendu à 10 membres ! Et dans la prison, nous poursuivons le combat. Lorsque nos geôliers nous confisquent nos instruments, nous faisons de la musique avec le matériel disponible : des tubes et autres objets que nous ramassons. C'est un réconfort pour nous-mêmes et pour les codétenus.



Berdan Kerimgiller est l'un des douze martyrs de la grève de la faim. Lors d'une cérémonie de commémoration pour sa famille et ses amis, le groupe Yorum a présenté un hommage musical.

## A vos yeux, la musique est un instrument pour faire de la politique ?

**Hakan.** Nous souhaitons observer et suivre la lutte de classe, mais aussi l'allumer. Un artiste doit donc être organisé dans un parti marxiste-léniniste. S'il n'est pas organisé, il n'aura pas la force de résister ou il aura une vue trop limitée. Depuis la création de notre groupe, nous sommes poursuivis et arrêtés. Mais nous sommes parvenus à rester la voix du peuple, parce que nous sommes organisés. Cela stimule notre créativité et notre productivité. Un artiste a deux yeux. Le parti en a des milliers !

Nous voulons que la musique s'intègre dans la vie et la lutte. D'autres groupes méprisaient la

musique comme arme. Vu le succès de nos cassettes et de notre magazine culturel *Tavir*, ils se sont lancés à leur tour. Mais souvent ils n'ont pas une conception correcte du lien entre la culture et la lutte. Faire de la musique, c'est appliquer le marxisme : partir des problèmes du peuple et y répondre. Il faut donc aussi utiliser les instruments que le peuple affectionne. Il faut analyser les sensibilités de chaque groupe de la population et y répondre dans leur langage. La Turquie compte beaucoup d'analphabètes, mais tous sont écrasés par le même système.

## Comment combler le fossé entre la musique et les masses ?

**Hakan.** Un artiste doit vraiment

s'unir avec les masses. Nous sommes dans le peuple et le peuple est en nous. Celui qui joue d'un instrument possède un talent, mais ce n'est pas un raison pour s'élever au-dessus du peuple. Le principe fondamental est de servir le peuple !

Le 5 novembre, à peine une semaine après notre interview, Hakan Alak a été arrêté, alors qu'il rendait visite à un prisonnier pour lui remettre la nouvelle cassette de Yorum. C'était la veille d'une journée nationale de protestation des étudiants. Les forces de l'ordre avait arrêté préventivement une centaine de militants "dangereux". Hakan est toujours en prison, mais sa musique continue...

## Festival à Hasselt

Le 7 décembre, le groupe Yorum se produira à Hasselt à l'occasion du festival de l'amitié entre les peuples. Egalement au programme : Erdal Erzincan, Tolga Candar et beaucoup d'autres. En alternance : témoignages de Turquie (avocats, mouvements de femmes...), vidéo sur la grève de la faim et théâtre d'Ankara Birlik Tiyatrosu. Rendez-vous le 7 décembre à partir de 15 heures, aux halles

Grensland (Gouverneur Verwilghensingel) à Hasselt. Entrée : 500 F. Carte de prévente (400 F) à commander à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles (tél. : 02/513.53.86). La vidéo (turc-néerlandais et turc-français) sur la grève de la faim de juillet 1996 est également disponible auprès de la LAI (400 F + frais de port). Le bénéfice sera versé à la Coordination pour les prisonniers politiques en Turquie.

# Ils peuvent emprisonner notre peuple, pas nos idées

Un collectif d'avocats turcs défend les victimes du fascisme

Laetitia Van Cauwenberghe, Diane Vangeneugden

"Halkin Hukuk Bürosu" se traduit par "Bureau juridique pour le peuple". Ce collectif d'avocats défend les intérêts des prisonniers et de leurs familles. Une délégation de la LAI, récemment en Turquie, a été reçue par le collectif. Ahmet et Metin lui ont expliqué le fonctionnement du bureau d'avocats. Ahmet et Metin : «Les procès politiques relèvent des tribunaux de la Sûreté de l'Etat. Ce sont des tribunaux militaires. A Istanbul, 11 des 30 procureurs sont des officiers de l'armée. Ils sont soumis à l'autorité de l'armée et ne dépendent pas du ministère de la Justice. Nous savons d'avance que nous ne pourrions pas gagner le procès. Nous continuons néanmoins à défendre les familles afin de

montrer au peuple la nature criminelle du régime turc. Régulièrement, les avocats sont agressés physiquement, jusqu'à l'intérieur du palais de justice. Cela démasque en partie le système fasciste. Pendant la grève de la faim de juillet 1996, nos avocats ont réuni tous les documents se rapportant aux prisonniers qui ont poursuivi leur grève jusqu'à la mort : leur dossier médical, leurs lettres à la famille et à la presse, les témoignages de soutien internationaux, nos démarches auprès des autres avocats, du ministère de la Justice, etc. Nous avons écrit des tracts et participé en alternance à la grève de la faim. Lors des actions des "mères du samedi" (qui manifestaient chaque samedi contre les disparitions, ndlr), nous avons été arrêtés avec les familles. Après la grève de la faim, nous avons accompagné les dépouilles

des prisonniers jusqu'à leur village pour veiller à ce que les corps soient rendus aux familles. A présent, nous veillons à ce que les revendications des grévistes soient effectivement rencontrées.

La Justice est une partie du système fasciste. Nous ne traitons pas seulement des dossiers "individuels" en nous limitant à défendre les libertés bourgeoises. Nous luttons pour le socialisme. A nos yeux, la liberté ne peut être garantie que dans une société sans classes. Notre rôle ne s'arrête donc pas au barreau des avocats. Nous restons en contact avec les familles, nous recherchons les personnes disparues, nous identifions les cadavres, nous recueillons les victimes après un combat et nous les ramenons auprès de leur famille. Lors de chaque enquête, nous essayons de réunir le maximum d'informations

pour le dossier du client. Notre bureau est un centre de contact essentiel pour les prisonniers et les masses. Les médias tentent de nous criminaliser et affirment que nous sommes les porte-parole des prisonniers politiques, que nous leur procurons des GSM en prison, etc. Le régime peut

emprisonner notre peuple, mais pas nos idées. Cette lutte nous ne l'abandonnerons jamais.»

**Le vendredi 6 décembre à 20 h**, Efkân Balaç, l'un des avocats de Halkin Hukuk Bürosu répondra à vos questions au Centre International, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

## Soutien aux avocats turcs

Le bureau d'avocats "Halkin Hukuk Bürosu" veut créer un Comité international pour défendre les prisonniers en Turquie. La LAI soutient cette initiative et cherche des collaborateurs qui puissent servir de contacts en Belgique pour les ac-

tions de protestation et de soutien, effectuer des recherches sur les pratiques fascistes et sur les procès, envoyer des délégations (juristes, étudiants en droit...) afin d'assister aux procès en Turquie, etc. Renseignements : LAI (02/513.53.86).



# «Entre les keufs et nous, c'est pas fini !»

Kool Shen, chanteur de NTM, interviewé par Rebelle

**Kool Shen et Joey Starr, les chanteurs du groupe rap français NTM, ne sont pas en prison. Ils ont fait appel au jugement qui les condamne à six mois de prison, dont trois fermes. Nous avons téléphoné à Kool Shen.**

Bruno Bauwens et Fabienne Verhoeven

**Eric Raoult, ministre de la Ville et de l'Intégration, a dit que NTM ferait mieux de «niquer le racisme, le chômage et le Sida».**

**Kool Shen.** Nous, ce qu'on fait dans nos chansons, c'est démasquer la société. On parle des HLM, où on a logé le monde prolétaire dans des cages aux lapins depuis les années 60, car les loyers y étaient moins chers qu'à Paris. D'ailleurs, il faut arrêter de parler des banlieues. Il faut parler de chômage avant tout. Si les jeunes avaient un minimum d'espoir et de travail, si tout le monde pouvait manger de la même façon, il y aurait moins de problèmes. Nous, dans les HLM, nous avons une belle vitrine devant nous : le golf, le tennis, etc. Seulement, il y en a qui ont le droit d'y participer, d'autres pas.

Les jeunes sont dans un processus de ghettoïsation, c'est "no future". Ils se tirent dessus

entre eux. C'est la misère, chacun pense à son cul quand il est dans la merde... Ces actes irréfléchis sont le résultat de l'absence de solution, d'espoir. Résoudre le problème de la crise, c'est résoudre le problème des banlieues.

**NTM fait de la musique engagée. Mais souvent, ils ne donnent pas de solution.**

**Kool Shen.** Le ministre de l'Intégration Raoult nous dit qu'il faut mettre des fleurs sur nos disques plutôt que des flingues. Moi, je ne crois pas que mettre des fleurs changera les choses. La vérité est là, c'est pas nous qui l'inventons.

Il y a des moments où on a envie et même raison de dire "zut et merde", de dire "Nique ta mère". Raconter ce qui se passe, cela réveille les gens. Même avec cette condamnation, nous allons certainement continuer à faire ce qu'on a toujours fait.

L'histoire entre les keufs e t



ms elle continue. On a plus de morts dans notre camp et on n'a pas la mémoire courte.

## Délit de grande gueule

«Outrage par paroles à l'égard de l'autorité publique», déclare le juge de Toulon en condamnant le groupe NTM. Chevallier, le maire Front National de Toulon, se «réjouit de la condamnation du comportement insultant, honteux et agressif de NTM». Chevallier leur avait d'ailleurs refusé le passage à Toulon.

Le véritable "crime" de NTM, c'est de dénoncer le système. Dans ses chansons, NTM dénonce la violence et le chômage qui viennent du gouvernement. Ils attaquent la police, les keufs, qui «savant des jeunes dans un commissariat simplement parce qu'ils ont oublié leur papiers. Quand tu as passé 48 h à être massacré, ou simplement humilié, tu n'as pas envie d'avoir de la compassion».

Un groupe qui attaque — même verbalement — la police est ainsi condamné à six mois de prison. Par contre, le flic qui a tué le jeune Roumain à Charleroi au début de l'année vient d'être acquitté.

D'autres groupes comme *Ministère Amer* ont également été

censurés pour leur chanson *Brigitte, femme de flic* et de leur acharnement dans *Sacrifice de poulet* sur la bande originale du film *La Haine*. Sur le même disque, *Les sages poètes de la rue* ont aussi suscité des problèmes en écrivant : «La police a tué nos enfants, la justice n'a pas rendu le

jugement que le peuple attend.» Mais c'est la première fois qu'un groupe se voit infliger une peine de prison ferme pour avoir exprimé des idées. Vous trouverez sur cette page le texte intégral de la chanson pour laquelle Joey Starr et Kool Shen ont été condamnés.

## Groupe Jeune & Musique

Rebelle démarre un groupe de travail *Jeune & Musique* avec le Centre International. Au programme : organiser des concerts au Café International, rechercher de la musique et des groupes antiracistes et progressistes, les interviewer. Intéressé(e) ? Contactez-nous sans tarder ! **A renvoyer à Rebelle, Bd Lemonnier 171, 1000 Bxl.**

Nom Prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Tél : Age :

- Je souhaite faire partie du groupe de travail Jeune Musique.  
 Je souhaite en savoir plus sur Rebelle.  
 Je souhaite participer à l'université d'hiver.

## POLICE (NTM)

Police : vos papiers, Contrôle d'identité  
 Formule devenue classique à laquelle tu dois t'habituer.  
 Seulement dans les quartiers,  
 Les condés de l'abus de pouvoir ont trop abusé.  
 Aussi sachez que l'air est chargé d'électricité,  
 Alors pas de respect, pas de pitié escomptée  
 Vous aurez des regrets car :  
 Jamais par la répression vous n'obtiendrez la paix  
 La paix de l'âme, le respect de l'homme.  
 Mais cette notion d'humanisme n'existe plus quand ils passent l'uniforme,  
 Préférant au fond la forme, peur du hors-norme.  
 Pire encore si dans leur manuel ta couleur n'est pas conforme,  
 Véritable gang organisé, hiérarchisé.  
 Protégé sous la tutelle des hautes autorités.  
 Port d'armes autorisé, malgré les bavures énoncées.  
 Comment peut-on prétendre défendre l'Etat, quand on est soi-même  
 En état d'ébriété avancée? Souvent mentalement retardé  
 Le portrait type, le prototype du pauvre type  
 Voilà pourquoi dans l'excès de zèle ils excellent  
 Voilà pourquoi les insultes fusent quand passent les hirondelles.  
 Pour notre part ce ne sera pas ("Fuck da Police"),  
 Mais un spécial *nick ta mère* de la part de la mère patrie du vice.  
 Police !  
*Machine matrice d'écervelés mandatés par la justice sur laquelle je pisse*

Aucunement représentatifs de l'entière populace,  
 Que dois-je attendre des lois des flics  
 Qui pour moi ne sont signes que d'emmerdes?  
 Regarde je passe à côté d'eux,  
 Tronche de con devient nerveux :  
 "Oh, oh, contrôle de police, monsieur..."  
 Systématique est la façon dont l'histoire se complique  
 Palpant mes poches puis me pressant les balloches  
 Ne m'accordant aucun reproche à part le fait de passer proche  
 Portant atteinte à leurs gueules moches.  
 Traquer les keufs dans les couloirs du métro,  
 Tels sont les rêves que fait la nuit Joey Joe.  
 Donne-moi des balles pour la police municipale  
 Donne-moi un flingue...

Encore une affaire étouffée, un dossier classé  
 Rangé au fond d'un tiroir, dans un placard ils vont la ranger  
 Car l'ordre vient d'en haut  
 Pourri à tous les niveaux,  
 Ça la fout mal un diplomate qui businessse la pédo  
 Alors on enterre, on oublie, faux témoignages à l'appui  
 Pendant ce temps, des jeunes béton pour un bloc de teushi  
 Malheureusement, j'entends dans l'assistance:  
 "Ecoutez, moi j'ai confiance"  
 Confiance en qui? La police, la justice... Tous des fils,  
 Corrompus, dans l'abus ils puent;  
 Je préfère faire confiance aux homeboys de ma rue, vu?  
 Pas de temps à perdre en paroles inutiles  
 Voilà le deal:  
 Éduquons les forces de l'ordre pour un peu moins de désordre  
 Police !  
*Machine matrice d'écervelés mandatés par la justice sur laquelle je pisse*

Du haut du 93, Seine Saint-Denis,  
 Chicago bis, Port des récidivistes, mère patrie du vice,  
 Je t'envoie la puissance, conservant mon avance.  
 Tout en transcendance, un à un me jouant  
 De tous les flics de France  
 Mercenaires, fonctionnaires, au sein d'une milice prolétaire,  
 Terriblement dans le vent,  
 Trop terre-à-terre pour qu'ils tempèrent ou même modèrent  
 L'exubérance héréditaire qui depuis trop longtemps prolifère  
 Contribuant à la montée de tous les préjugés et,  
 Manoeuvrant pour renflouer l'animosité  
 Des poudrières les plus précaires  
 Considérées secondaires par les dignitaires  
 D'un gouvernement trop sédentaire  
 Et d'une justice dont la bâtisse est trop factice  
 Pour que s'y hissent oui sans un pli  
 Nos voix approbatrices.  
 Mais sincèrement, socialement,  
 Quand il était encore temps  
 Que l'on prenne les devants;  
 Tout ne s'est fait qu'en régressant, comment?  
 Aucun changement de comportement de la part des suppôts  
 des lois  
 Rois du faux-pas  
 Ma foi, ce qui prévoit un sale climat.  
 Donc pour la mère patrie du vice  
 De la part de tous mes complices  
 Des alentours ou des faubourgs  
 Avant qu'on ne leur ravisse le jour:  
*Nick la police!*

# Comment s'appellera ce nouveau centre ?

Médecine pour le Peuple ouvre à Gand un nouveau centre de rencontre

**La onzième maison médicale de Médecine pour le Peuple, un service socio-juridique et un local de Rebelle s'ouvriront à Gand au début 1997. Ce sera un nouveau centre de rencontre, d'action et de services.**

Riet Verspreet

Le bâtiment situé Halvemaansstraat 7 à Sint-Amandsberg n'est encore qu'un vaste chantier en pleine activité. Nous nous sommes entretenus avec le docteur Geert Top, l'avocat Norbert Van Overloop, l'étudiant du MML Ivo Flachet et la coordinatrice Klaar.

**Quels sont les projets de ce centre ?**

**Geert.** Le rez-de-chaussée sera occupé par la nouvelle maison médicale de Médecine pour le Peuple. Nous voulons y installer plusieurs médecins ainsi qu'un cabinet de dentiste. Savez-vous qu'aujourd'hui nous pouvons déplorer la misère par la situation des soins dentaires ? Nous luttons pour la médecine gratuite pour tous, contre la médecine du fric. Nous voulons aussi travailler de manière préventive : organiser des soirées sur les habitudes de vie, sur les maux de dos, sur le sport sans dopage, etc. Nous nous attaquerons aussi aux facteurs qui, dans ce système, rendent les gens malades : le stress au travail, la flexibilité, les conditions de travail malsaines. A Gand, un nombre croissant de grandes entreprises de la zone du canal, comme Volvo et Honda, recourent à de petites entreprises de sous-traitance qui enfreignent toutes les lois sociales. Je considère que la conscientisation politique dans notre maison médicale est une forme de "soins psychologiques". Combien de personnes ne sont-elles pas dépressives à cause du manque de perspectives, de la pourriture du système capitaliste ? Nous avons une alternative et une organisation pour lutter contre cette société qui rend les gens malades.

**Norbert.** Au premier étage, nous installerons un service juridique et social : problèmes relatifs au travail, au chômage, au loyer, aux logements sociaux. Ce centre poursuivra aussi la lutte contre le racisme et le fascisme, contre toutes les discriminations légales et pour l'égalité des droits politiques et sociaux pour les immigrés, la lutte d'Objectif 479.917.

**Ivo.** Souvent, les gens ne peuvent se payer d'avocat ou n'osent pas faire ce pas. Nous sommes étudiants en droit, nous voulons créer un groupe de travail de "Juristes progressistes", qui donneront des avis juridiques. Mais ce groupe doit aussi devenir un groupe d'action contre les situations injustes et discriminatoires. Il existe des possibilités de collaboration directe avec nos médecins. Par exemple, au niveau de la médecine de contrôle, de la drogue. De nombreux jeunes ont à

la fois de sérieux problèmes de santé et des problèmes avec la police et la Justice.

**Et le grenier ? Allez-vous y installer un débarras ?**

**Klaar.** Si Rebelle vous entendait ! Les jeunes sont en train de transformer ce grenier en un espace où ils pourront donner libre cours à leur créativité. Discussions, détente... tout ce qui est jeune, quoi.

**Geert.** Notre centre va aussi organiser un jumelage avec un centre similaire au Bénin, en Afrique occidentale, afin de soutenir leur travail parmi les plus pauvres. Ses responsables nous ont déjà écrit à quel point ils sont contents de cette collaboration concrète et ils nous ont demandé si une sage-femme pourrait les aider. Les candidates peuvent toujours prendre contact avec moi. Nous voudrions parvenir à un véritable échange, avec des stages d'étudiants par exemple, organisés dans les deux pays bien entendu.

**Pour toutes ces activités, vous avez aussi besoin d'espace de réunion. Existe-t-il des possibilités dans les environs ?**

**Klaar.** Venez donc voir dans le jardin ! Il offre tout un espace qui, une fois aménagé, pourra servir pour des débats, des rencontres antiracistes ou même des fêtes. Ou pour un repas philippin ou une soirée-dias sur les soins de santé à Cuba. Ou encore pour une exposition sur le centre au Bénin. Ou tout simplement pour des réunions de groupes d'action. Et pendant l'été, nous y installerons un hamac pour Geert !

**Je vois surtout que vous démolissez beaucoup...**

**Klaar.** Oui, mais après nous reconstruisons ! Ce sera vraiment chouette. Il suffit de voir l'enthousiasme des bénévoles. Nous avons discuté ensemble de l'aménagement, nous nous sommes bien organisés. Chacun a ses responsa-



Le docteur Geert Top nourrit de grandes ambitions : une véritable maison médicale, avec un dentiste, une médecine préventive, etc.



La maison du n° 7 de la Halvemaansstraat à Sint-Amandsberg près de Gand est encore en chantier. Nous avons besoin de tout, ne fut-ce que d'un pot de peinture...



Ivo, membre du groupe de travail "juristes démocratiques", est l'un des initiateurs du projet.

## A Gand, Marion a versé 100.000 F pour la nouvelle maison médicale

«Médecine pour le Peuple plaide pour une médecine gratuite pour tous. C'est pourquoi j'ai fait le choix d'apporter ma pierre à l'édifice. Ce don de 100.000 F pour la Maison médicale de Gand est la réalisation conséquente de mon choix. Médecine pour le Peuple est une des réalisations qui, aujourd'hui plus que jamais,

mérite toute notre attention. Partout dans le monde, la Sécu est démantelée petit à petit. Les gens sont obligés de conclure des assurances hospitalisation, de participer à l'épargne-pension. Et encore faut-il que tous en aient les moyens. Il s'agit en fait d'une privatisation poussée des soins de santé, comme aux Etats-Unis où seuls ceux qui peuvent se les payer reçoivent des soins. De plus

en plus de gens attendent le dernier moment pour consulter le dentiste, le gynécologue ou même le médecin généraliste. Ils ne veulent pas voir fondre comme neige au soleil leur argent durement gagné, si une hospitalisation s'avère nécessaire. Sans parler des retenues de salaires.»

bilités : il y a un chef d'équipe et un coordinateur général. Moi-même, j'essaie de rassembler le maximum de collaborateurs. Il y a un job qui convient à chacun. Nous manquons encore de quelques spécialistes, de gens qui ont de l'expérience en matière de sanitaires, d'électricité, de maçonnerie, de menuiserie, de plafonnage. Vous avez un peu de temps libre, envie de nous aider ? Téléphonnez-nous ou renvoyez le bon. Travailler ici ne manque pas de charme, vous savez. Les plaisanteries, la bonne ambiance, cela favorise les liens entre les gens et offre l'occasion de discuter de

choses et d'autres.

**Un tel centre, ça coûter cher...**

**Klaar.** Très cher ! Au total, nous avons besoin de six millions. Nous voudrions réunir trois millions grâce à des dons importants, pour lesquels nous organisons un projet de soutien : 30 x 100.000 F. Nous voudrions rassembler deux autres millions grâce à des prêts. Pour plus d'informations, consultez notre farde de soutien (voir bon ci-

dessous). Pour le dernier million, nous comptons sur toutes sortes d'initiatives et d'actions de soutien. En septembre, les brocantes de Gand et Zelzate ont rapporté 180.000 F ! Nous cherchons encore un nom pour notre centre. Vous avez une idée originale ? Envoyez-nous vos propositions avant le 31 décembre. A la fête d'ouverture du centre, début 1997, le gagnant recevra un bon pour un livre ou un CD.

## Voici ma contribution

Bon à renvoyer à l'asbl Médecine pour le Peuple, Groenplein 19, 9060 Zelzate (tél. 09/344.92.44) ou à l'asbl Médecine pour le Peuple Gand, Halvemaansstraat 7, 9040 St.-Amandsberg.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Age : \_\_\_\_\_

Je souhaite donner un coup de main aux travaux d'aménagement de la maison

Je souhaite recevoir le dépliant de présentation

Je souhaite recevoir la farde de soutien

Je verse ..... F au compte n° 001-2455676-03 de l'asbl Médecine pour le Peuple - national, Groenplein 19, 9060 Zelzate (les dons à partir de 1.000 F sont fiscalement déductibles)

Je propose le nom suivant pour le centre : \_\_\_\_\_

Envoyez vos lettres à Solidaire  
Bd. M.Lemonnier 171  
1000 Bruxelles.  
La rédaction se réserve le droit  
d'abréger les lettres.

## Poème zairois

Nous  
Progressistes du Zaïre  
Luttons contre  
L'oppression et  
L'exploitation de l'homme par  
l'homme  
L'exploitation de la femme par  
l'homme  
L'exploitation de l'Afrique par  
l'Europe  
L'exploitation du tiers monde  
par l'impérialisme  
Nous luttons contre  
Les impérialistes  
Les néocolonialistes  
Les opportunistes  
Les attentistes  
Les carriéristes  
Les arrivistes  
Nous luttons pour  
La démocratie et le progrès so-  
cial de notre peuple  
Notre combat est légitime  
Notre cause est juste  
Et notre victoire est certaine.

**Guy Kanza**  
Afrique du Sud

## L'embauche à DHL à Zaventem

Je suis étudiant de jour, et comme beaucoup d'autres jeunes, je subviens moi-même à mes besoins scolaires. J'ai 23 ans, je suis en dernière année d'un graduat. J'ai essuyé d'abord un refus de rendez-vous à la Sabena. J'avais travaillé durant un mois à DHL en août 92, ce qui m'a donné l'idée de m'y représenter. On m'y a remis un formulaire à remplir. Je l'ai renvoyé dûment rempli (cela m'a pris une heure). J'avais spécifié mon statut d'étudiant et le fait que je cherchais un job pour le week-end exclusivement. Après quelques semaines, j'ai reçu une lettre m'invitant à venir me présenter le lundi 4 novembre à 22h (le lendemain j'avais

cours à 8h, je n'ai pu y aller qu'à 13h). J'arrive là à 21h45, grâce à la voiture d'une amie, le temps de faire la file pour avoir un badge et d'arriver dans la salle où nous étions tous réunis, il était 23h et nous étions 200 personnes à attendre. Il n'y avait pratiquement que des néerlandophones, des jeunes surtout, mais aussi des adultes, certains âgés de plus de cinquante ans. Vers 23h15, le "Recruitment Manager", Patrick Leyzen, vient nous expliquer, entièrement en néerlandais, la méthode d'embauche de la maison. D'abord, on est engagé pour des durées déterminées ne dépassant pas six mois. A la fin du contrat, le supérieur direct rédige un rapport d'évaluation, permettant ou refusant le réengagement. Que l'on soit étudiant ou père de famille, c'est pareil. La majorité du travail se fait la nuit et pendant la semaine. Le travail de nuit donne juste droit à une majoration de 20 % du salaire. Si on est réengagé pour une période de six mois, on reçoit 4.000 francs de chèques-repas (sur ces derniers, les patrons ne payent pas d'ONSS). Le cas du "week-endiste" sera abordé lors de l'interview personnelle. Il nous dit enfin que ceux qui veulent une interview aujourd'hui peuvent rester, sinon les autres peuvent revenir le lendemain et le surlendemain à des heures plus humaines. Après réflexion, je me suis dit que revenir était moins pratique pour mes cours et la voiture à emprunter. Je suis donc resté. Chacun était reçu séparément, durant cinq à dix minutes. Certains recevaient un autre rendez-vous le lendemain à 21h (les vrais néerlandophones) et aux autres on promettait une lettre. Beaucoup sont partis avant minuit, sans attendre leur tour. Ce qui nous faisait penser qu'ils voulaient tester notre patience et notre volonté. J'ai donc attendu en croyant que je serais engagé. Je suis passé parmi les cinq derniers sur plus de deux cents postulants, il était 3h30 du matin. N'y avait-il plus de postes à pourvoir, ai-je trop mal parlé le néerlandais ? Toujours est-il qu'on m'a promis une lettre, tout en me certifiant que ce n'était pas

l'assurance d'un échec, mais plutôt celle d'une seconde convocation. Depuis, j'ai reçu la lettre qui comme je le supposais n'est pas positive. M. Leyzen y parle surtout du fait qu'il y avait beaucoup trop de candidats. A l'heure où je suis passé, il savait donc très bien qu'il ne pourrait m'engager (j'ai été interviewé en 1 minute 30 et 3 questions). Toutes les personnes qui ont préféré ne pas rester et revenir le lendemain ou le surlendemain, sur les conseils de Mr Leyzen, vont donc recevoir la même lettre. Après réflexion, je préfère les méthodes de la Sabena : ils te font remplir un formulaire de la même taille, mais ne te convoquent pas inutilement.

**Gérard**  
Bruxelles

## Argent et argent

Le *Standaard* titrait le 19 septembre sur la une : «Action contre le milieu criminel kurde». On y lisait que des illégaux avaient été arrêtés et des armes saisies dans le cadre d'une perquisition, qui visait principalement la maison de production télévisée kurde Roj N.V., pour une opération de blanchiment d'argent. Cette société était "soupçonnée" d'avoir des liens avec le mouve-



ment PKK. Trois cent cinquante millions, qui "semblent être" la propriété de Roj N.V., ont été saisis. La Cellule financière de la gendarmerie avait signalé qu'elle «soupçonnait des transactions d'argent impliquant des sommes élevées», qui pourraient provenir du trafic de drogue, des armes et d'êtres humains. Vous lisez bien : trafic de drogue + trafic d'arme = trafic d'êtres humains = blanchiment d'argent = télévision kurde = PKK. Un réseau criminel donc. Vous pouviez penser qu'on en apprendrait davantage sous peu. Mais non, rien jusqu'au 31 octobre, un mois et demi plus tard. On lit alors dans le même journal, mais en page 18, un tout petit article : «La Justice a remis en liberté les Kurdes soupçonnés», car la Chambre des accusations n'avait aucune raison de les détenir plus longtemps. Entre-temps, on leur a collé l'étiquette. Il y a argent et argent. L'un pue, l'autre est propre. «Devenez riche en un jour», écrit le *Standaard* du 19 octobre. Un appel pour jouer au lotto ? Non, une annonce pour des placements boursiers. On y trouve deux exemples pour devenir riche en restant le cul sur sa chaise. 1. Si vous avez acheté le matin pour 1,4 million de parts de la société textile flamande Sioen Industries, vous avez gagné le soir 220.000 francs : une action de 1.400 francs est passée à 1.620 francs le même jour. 2. Celui qui a acheté en avril 1995 pour un million d'actions du géant textile UCB s'est enrichi aujourd'hui de 2,3 millions : en dix-huit mois, l'action a gagné près de trois fois sa valeur et encore 10 % durant la dernière semaine. Cette Cellule financière, qui effectue de "remarquables recherches" pour débusquer les "criminels" kurdes, considère ces transactions comme normales. Les règles du jeu des capitalistes sont toujours "correctes". Mais les moyens financiers d'une station de télévision kurde sont automatiquement suspects et d'origine criminelle.

**R. V.**  
Anvers

## Des pasteurs dans les entreprises

"Marketplace Ministries" à Dallas est une agence d'intérimaires pour aumôniers d'entreprise. Lorsqu'on appelle l'agence au téléphone, on entend de la musique religieuse avant de recevoir la communication. L'agence a été fondée par Gill Stricklin, un colonel de l'armée retraité. Créée en 1984, l'entreprise a des agences dans l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Actuellement, le colonel emploie 342 pasteurs protestants. Gill Stricklin décrit leur tâche comme suit : «Assister mentalement les travailleurs. Parler avec eux de leurs problèmes familiaux et professionnels. Le but est d'éliminer le maximum de problèmes avant qu'ils ne prennent de l'ampleur». L'objectif évident est d'assurer un "accompagnement" aux ouvriers pour éviter qu'ils ne dérapent et pour permettre à l'entreprise d'augmenter la productivité. Evidemment, les entreprises ne s'intéressent pas à la "santé mentale" des travailleurs, mais bien au taux d'exploitation qu'ils peuvent leur imposer. Les Etats-Unis ne sont d'ailleurs pas à proprement parler un paradis pour les ouvriers. Près de 3,66 millions d'Américains touchent le salaire minimum légal de 4,25 dollars par heure, soit 131 francs. Ils travaillent sept jours sur sept, douze heures par jour, le plus souvent dans de petites entreprises qui ne leur offrent aucune assurance-maladie. L'agence intérimaire de Stricklin ne travaille pas pour rien. Les grandes entreprises payent 30.000 dollars par mois (930.000 francs) pour ses services, les PME ne payant que 150 dollars (4.650 francs). Qui disait donc que la religion est l'opium du peuple ?

(Source : Financieel Economische Tijd, 14 septembre et 11 octobre 1996)

**Herman Vermeulen**  
Genk

## PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

**Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.**

**Contre qui le PTB se bat-il?** Le PTB combat le grand capital: banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

**Que veut le PTB?** Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes: leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

**Le tiers monde.** Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

### L'impérialisme c'est la guerre.

La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich: elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

**L'expérience historique du socialisme.** Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international: la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine; la construction du socialisme sous la direction de

Staline; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

### Le mouvement communiste.

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

**Fonds de soutien.**  
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

## Adresses de contact

**Secrétariat national.** Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsestraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondermaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49. • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

## solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles  
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - E-Mail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Herwig Lerouge

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
<b>Belgique:</b>	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
<b>Europe:</b>	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
<b>Autres:</b>	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

\* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

## Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à  
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles 1160

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_

Age: \_\_\_\_\_ Entreprise/Ecole: \_\_\_\_\_

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.  
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

# Fêtes enthousiastes pour les droits égaux



## ANVERS

### Marathon musical

A la salle des fêtes d'Anvers, 1.300 antiracistes ont fait en douze heures un tour du monde musical.

Entre les concerts, de brefs intermèdes et la remise d'un oscar à l'Intercultureel Overleg Mechelen, une organisation qui mène une

lutte de principe pour le libre accès à toutes les écoles. Mwinda Kitoko et Brotherhood ont assuré les percussions.

Le ton était donné, l'ambiance garantie avec un Boogie Boy déchaîné. Nous le prenons au pied de la lettre : «Next year, same time, same place, same Boogie Boy !»

### Football contre le racisme

Au Kolveniershof, à Anvers, le journaliste de la BRTN, Kris Meertens, a qualifié d'inacceptable le racisme dans le sport. Il s'est réjoui de ce que les médias commencent eux aussi à s'y opposer. Jan Peeters, vice-président de la Ligue Royale Belge de

Football, a annoncé la tenue, cette semaine, d'une réunion de haut niveau avec les capitaines des équipes de football des divisions supérieures et la fédération des arbitres, ceci afin de prendre des mesures contre les attitudes racistes en football.

### Willem Colen contre Alexandra

A Anvers encore, Willem Colen, le frère de la députée Vlaams Blok Alexandra Colen, s'est dressé contre «la campagne de haine systématique contre les homosexuels et contre tout ce qui ne se conforme pas à un

modèle familial strictement catholique» de sa soeur. Il l'a invitée à appliquer ses propres principes et... à quitter au plus tôt le parlement pour réaliser sa vocation de mère au foyer.

## CHARLEROI



### Deux entreprises sans racisme

A la fête de Charleroi, les délégations syndicales d'Ethyl Europe et d'Amoco ont reçu le diplôme d'"Entreprise sans Racisme". Dans ces entreprises, 70 % des travailleurs ont signé la pétition d'Objectif. Lors de la remise des diplômes, Pasquale Colicchio, responsable immigrés de la FGTB, a mis l'accent sur la nécessité du

contact personnel entre Belges, immigrés et réfugiés pour s'attaquer aux préjugés qui règnent parmi les travailleurs. Voilà pourquoi il apprécie l'action de Noël de "Frontières Ouvertes". Le groupe turc Kizilirmak a créé une forte ambiance parmi les 130 participants, en particulier les nombreux Turcs et Kurdes présents.

## BRUXELLES

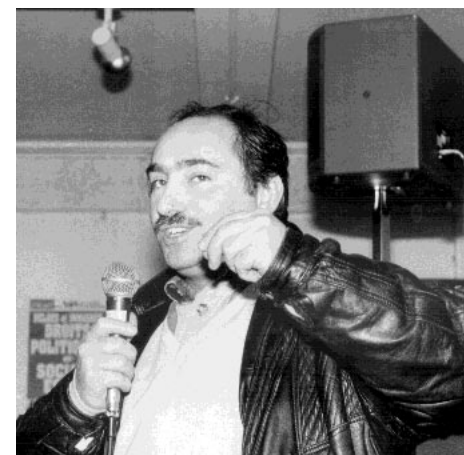
### Nouvel élan au débat sur la nationalité

200 personnes ont participé à la journée d'Objectif à Bruxelles.

Un jeune immigré du groupe "Cool Bronnelles Cool" a conclu la journée en disant : «J'étais venu ici pour rapper simplement mais j'ai été impressionné par tout ce que j'ai vu : débat, poésie, interventions... Il faut continuer à lutter.»

La "Mise au point alternative" a suscité beaucoup de débats. Sfia Bouarfa (PS) s'est prononcée pour l'octroi automatique de la nationalité, une position courageuse mais bien minoritaire dans son parti.

Mehdi Belaada (PTB) lui répond : «Il faut voir la pratique des bourgmestres PS à Bruxelles contre les immigrés. Moi-même, je viens de Charleroi. Le bourgmestre PS a déclaré aux élections : moi bourgmestre, les immigrés n'auront pas le droit de vote. Alors le PS...»



Lorenzo Butera (FGTB, Forges de Clabecq) : «Le diplôme d'Entreprise sans racisme délivré par Objectif est le seul que j'ai jamais obtenu dans ma vie. Il est très important pour moi et pour tous les travailleurs. Aux Forges de Clabecq, très peu de gens sont muets sur le racisme. Ceux qui le sont, ce sont les racistes. Tout cela, nous l'avons construit par la mobilisation des travailleurs.»

### Manif pour les droits égaux, le 23 mars à Bruxelles

Lorenzo Butera, délégué FGTB des Forges de Clabecq : «Dans la période à venir, nous devons lutter pour l'avenir de notre entreprise mais cela ne signifie pas que nous ne mobiliserons pas pour la manifestation d'Objectif du 23 mars. Peut-être le ferons-nous plus que jamais !»



Guy Tordeur, secrétaire CSC de Bruxelles : «Ce système capitaliste est la cause de l'exclusion des immigrés.»

## GENT

### Percée parmi la population immigrée



A Gand, la fête d'Objectif a réalisé une percée parmi la communauté immigrée. 250 personnes, parmi lesquelles de nombreux jeunes Turcs et leurs parents, ont assisté avec enthousiasme au concert de Kizilirmak. Les

associations turques avaient bien mobilisé pour le groupe de danse Halkevi, le groupe de chant féminin Özdil et le groupe de raï Cheb Jamel, des groupes qui témoignent de la vie culturelle des immigrés gantois.